l'unité

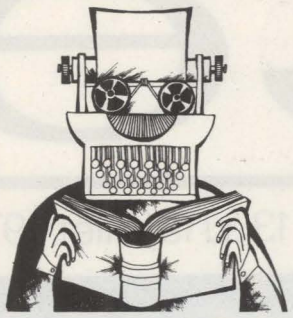
N°73 - 2F 50 | Hebdomadaire socialiste | 13 au 19 juillet 1973

Marcellin s'acharne

LA NOUVELLE GUERRE DE NIXON



Au risque de vous plaire



Livres

ROMAN

*** Eugène Ionesco : Le solitaire (Mercure de France).**

Goûter la vie, sans réserve et sans problème, est-ce faire l'apprentissage de la mort ? La réponse sceptique et désabusée d'un académicien nommé Ionesco semble être affirmative. A travers le héros de son premier et unique roman ; à travers son personnage de trente-cinq ans qui regarde « l'agitation » de ses contemporains avec énervement et aigreur. On ne sait si Ionesco constate ou condamne cette banalité d'un médiocre de la majorité silencieuse : ambiguïté ou coquetterie ?

SOCIETE

*** Georges Moustaki : Question à la chanson (Stock).**

Témoignage sur le monde du « show business ». Celui qui en parle connaît bien cette faune chère à Johnny Stark et Eddy Barclay : Georges Moustaki a vu comment on « fabrique » les chanteurs et leurs succès, comment on les rejette après en avoir tiré le maximum d'argent, etc. Instructif, en cette période des « tubes de l'été ».



Disques

*** Jacques Brel : L'enfance (Barclay 61 789).**

Brel compose et écrit désormais bien peu... Pour son dernier, « Le Far-West », il a daigné signer deux chansons : « J'arrive » et « L'enfance ». Un événement ? Certes non. Brel y parodie le « Grand Jacques », y chevrote jusqu'à plus soif. Sur le fond, l'imitation est encore plus déconcertante : autour du même thème, il avait pourtant, en d'autres temps, écrit un chef-d'œuvre : « Mon enfance ». La source est-elle tarie ?

*** Anne Sylvestre : Lettre ouverte à Elise (Sylvestre 668 001).**

Sur une musique de Beethoven, elle chante la « Lettre ouverte à Elise » ; sur une musique d'Anne Sylvestre, elle gueule « Me v'la ». Son talent est intact. Mais on reste sur sa faim : deux ritournelles, c'est bien peu... Heureusement, elle annonce un album pour l'automne prochain. Patience !



Théâtre

*** Avignon (Cour d'honneur du Palais des Papes) : « Le Cavalier Seul » de Jacques Audiberti, par la Compagnie du Cothurne. Mise en scène de Marcel Maréchal.**

Une œuvre que certains ont situé « entre Brecht et Claudel ». Une épopée profonde et dérisoire — dans le ton — qui use de la bouffonnerie, du calembour et de l'obscénité. L'histoire contée, l'histoire du chevalier Miptus, est avant tout un périple méditerranéen. Audiberti, homme du midi, à Avignon : voilà qui est symbolique.

*** Avignon (Cloître des Carmes) : « Pourquoi et comment on a fait un assassin de Gaston D. » de et par André Benedetto.**

Une pièce sur « l'affaire Dominici ». Assassin ou non ? Là n'est pas le problème, répond Benedetto. Ce qui est intéressant au contraire : Gaston Dominici est un bouc-émissaire significatif, « une victime indigène sacrifiée sur l'autel du tourisme ». Cette analyse politique démonte le mécanisme des réactions collectives devant un événement.

*** Avignon (Cours Louis-Pasteur) : « La Mégère apprivoisée » de Shakespeare par la Compagnie de l'Hédone. Mise en scène d'Yves Le Guillochet.**

Rien à voir avec le « Marchand de soupe » du Lucernaire : ce Le Guillochet-là est un jeune metteur en scène que les festivaliers vont découvrir. Sans moyens, mais avec des idées précises, il a composé une scénographie éclatée dont on reparlera. Chéreau n'avait-il pas commencé ainsi ?



Festivals

*** Nuits de Bourgogne (Dijon) :**
Théâtre : « Don Juan » de Molière, « Sortie de l'acteur » de Ghelderode. Variétés : Les Malaguenos (Guitaristes gitans).

*** Jeudis du vieux Colmar :**
Musique : l'Orchestre de chambre de Versailles interprète Vivaldi, Boccherini, Dvorak.

*** Festival international de Lyon**
Théâtre : « Mockinpott » de Peter Weiss par le théâtre de la Satire.

*** Festival estival de Paris :**
Musique : le quatuor Hongrois au Carré Thorigny, le Bach Ensemble de Würtzburg à l'Eglise Saint-Séverin, l'Ensemble de musique ancienne de Lyon à l'Eglise Saint-Germain, l'organiste Jean Guillou à l'Eglise Saint-Eustache.

*** Festival de Sceaux :**
Musique : l'orchestre de chambre de Versailles, le trio Armengeaud, le duo Collard-Courtois.

*** Heures musicales du Mont-Saint-Michel.**
Musique : le quatuor Bernède, l'ensemble Antiqua Musica.

*** Festival de la Baule**
Musique : Mikis Théodorakis, les ballets japonais du Red Boudha.

*** Nuits d'été de Noirmoutier :**
Jazz : Memphis Slim.

*** Festival de Saint-Jean-de-Monts.**
Théâtre : « L'amant militaire » de Goldoni.

*** Festival de Guérande :**
Musique : l'organiste Gaston Litaize joue Daquin, Bach, Messiaen.

*** Festival international de Gourdon-en-Quercy**
Musique : Récital Régine Crespin.

*** Festival de Sarlat**
Théâtre : « Les Fourberies de Scapin » et « Le médecin volant » de Molière par la Comédie Française.

*** Festival de Bellac :**
Musique : le Collegium Musicum de Paris, concerto de musique électro-acoustique.

*** Festival de Carcassonne :**
Théâtre : « Le Quichotte » de Serge Ganzl par le théâtre de la Commune d'Aubervilliers.

*** Festival d'Avignon :**
Théâtre : « Le Cavalier seul » d'Audiberti par le théâtre du Cothurne ; « Plus X » de Robert Abirached, Serge Ganzi, Elie Pressmann par Avron et Evrard ; « m = M » de Xavier Pommeret par Antoine Vitez ; « L'autre Venise » de Ruzzonte par les spectacles de la Vallée du Rhône ; « La vie de Jean-Baptiste Poquelin » par le théâtre de la Salamandre.

Théâtre musical : « Pandemonium » d'après Jules Vernes, l'ensemble MW2 de Cracovie. Musique : Cycle d'orgue, concerts de musique sacrée, concerts de musique contemporaine. Exposition : Picasso. Danse : rencontres internationales.

*** Festival de musiques médiévales aux Baux-de-Provence**
Musique médiévale espagnole par l'Atrium Musicae.

*** Festival de Vaison-la-Romaine / Carpentras.**
Théâtre : « Le Guêpier » d'après Aristophane par le théâtre du Tournemire. Jazz : Memphis Slim. Variétés : Barbara et Maxime Le Forestier.

*** Chorégies d'Orange :**
Musique : la « Missa Solemnis » de Beethoven par l'orchestre national de l'O.r.t.f. et les chœurs de la New Philarmonia de Londres.

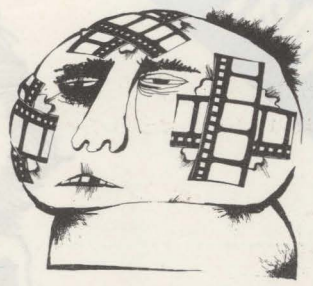
*** Festival de Salon-de-Provence :**
Musique : récital Sviatoslav Richter. Danse : récital Irina Arkhipova, étoile du Bolchoï.

*** Festival d'Arles**
Hommage à Jean Cocteau.

*** Musique dans la rue (Aix-en-Provence) :**
Jazz : Sharkey. Musique : les solistes de Marseille jouent Mozart, Rossini et Prokofiev.

*** Festival de Vence :**
Musique : trois soirées marathon consacrées respectivement à Bach, Beethoven et Tchaïkovsky.

*** Festival de Monte-Carlo :**
Musique : les Chœurs de Prague interprètent le « Requiem » de Verdi.



Cinéma

CINEMA

*** Robert Fuest : L'abominable Dr Phibes.**

Un homme poursuit de sa vengeance les chirurgiens entre les mains de qui est morte sa jeune épouse : on connaît ce thème de la vengeance à répétition que ratèrent naguère Truffaut et Trintignant. Fuest, lui, l'a réussi. Grâce à une idée merveilleuse : l'assassin-artiste exécute ses victimes selon le « scénario » des Dix Plaies d'Egypte. Grâce aussi à la précision de la réalisation. Grâce encore à l'exploitation délirante de tout — décoration, robes, voitures, etc. — ce qui a fait le kitch et les « années folles ». Grâce enfin à la perversité tranquille du film, qui amène le spectateur à sympathiser avec le magicien porteur de mort plutôt qu'avec la sottise des victimes et des policiers. Un grand film baroque qui méritait mieux que cette sortie estivale sous l'appellation fallacieuse de « film d'horreur ».

*** Carol Reed : Sentimentalement vôtre (à partir de jeudi).**

Ce n'est sans doute pas le chef-d'œuvre de l'auteur du « Troisième homme », de « Huit heures de sursis » et d'« Olivier ». Mais comment ne pas tomber sous le charme de cette histoire d'amour muette entre Mia Farrow et le détective lancé sur ses pas par un mari jaloux ? C'est pétillant, tendre, et consacre le talent multiforme d'un grand tempérament comique, l'acteur israélien Topol.

*** Alfred Hitchcock : Les 39 marches.**

Voir le précédent numéro de « l'Unité ».

Sommaire

4

Marcellin s'acharne

6

Entretien : Marangé : « Indépendance syndicale ne signifie pas neutralité politique »

8

Majorité : Petites manœuvres estivales

9

A contre-pied

10

Chaussure : L'agonie d'une capitale

Des 14 juillet sans lampions

11

Chili : Histoire d'un putsch manqué

12

Maroc : Fausse Justice, vraie dictature

14

Italie : Cap à gauche

A qui Andorra ? Pas aux Andorrans

15

Vacances : Ceux qui ne partent pas

16

Mœurs : Les chevaliers de la fauche

17

Livre : Un calme entêtement

Télé-sélection

18

Livres de vacances

19

Document : La nouvelle guerre de Nixon

Giscard : Un plan pour rien

24

Lettre à Monsieur le Premier ministre : Il ne faut pas aller à Tokyo, par François Mitterrand

PHOTOS ET DESSINS
Barrigues (pages 1, 7), Gérald Bloncourt (page 4), Carlos Brito (pages 5, 13, 21), Jean-Pierre Coureuil (pages 2, 18, 21), Keystone (pages 6, 12), Pascal Lebrun (pages 7, 15), Luis Pueller (page 11), Roger-Viollet (page 19), Sabadel (pages 16, 20), Simonet (page 8), Teich (pages 9, 22), U.p.i. (pages 14, 20).

Courrier

La faim des autres

« Adhérent du Parti socialiste depuis quelques mois, je suis un fervent lecteur de « l'Unité » ; je suis professeur d'Histoire-géographie, et mon métier m'a amené à analyser les réactions du Parti socialiste et de « l'Unité » en ce qui concerne la sécheresse et la famine qui sévissent actuellement en Afrique occidentale. En particulier, deux faits m'amènent à vous adresser cette lettre :

1) L'article paru dans le n° 67 de « l'Unité » : « La faim des autres », article qui contient une interview de M. René Dumont.

2) Parmi les grandes campagnes et les thèmes d'action du Parti socialiste pour les mois à venir, figure — je cite : « Campagne pour obliger les gouvernements européens à agir de concert pour sauver les millions d'Africains menacés par la famine ».

En tant que militant socialiste, je ne puis qu'approuver cette initiative. Il faut faire quelque chose pour l'Afrique. Uniquement parce qu'en Afrique il y a des hommes, et que ces hommes ont droit à la vie. Ce qu'il faut faire ? D'abord, prendre conscience qu'il y a, dans notre monde, un mal incompréhensible et révoltant : à une époque de développement technique et scientifique incroyablement rapide, où l'homme repousse continuellement les frontières du savoir, il y a des êtres humains qui ont trop de leurs deux mains pour contenir de quoi manger, qui n'ont pas de quoi assurer leur développement physique et mental, et surtout pas leur vie.

Et qui un jour nous accuseront. » (Pierre Brasme, Metz).

Le ghetto des retraités

« A l'époque glorieuse du T.n.p., un journal parisien publiait une lettre d'un ouvrier en retraite. De sa banlieue lointaine, il écrivait que le théâtre de Jean Vilar avait donné un sens à sa vie. Naïf ? Non. Cet homme venait de découvrir que la beauté lui était désormais accessible.

Aujourd'hui, les gens d'un certain âge éprouvent une joie semblable car la justice, autre valeur absolue, leur paraît accessible grâce au nouveau Parti socialiste.

Pourtant, le ghetto des retraités existe toujours. On l'appelle maintenant « le troisième âge ». La société de consommation l'a mis à l'écart de la population active, voire productive. Cette même société qui est contestée par ceux qui en profitent le plus : les jeunes.

Signe de notre temps : d'aucuns (écrivains, artistes, hommes politiques) flirtent avec la jeunesse. Ils se sentent flattés quand on leur dit : « Vous avez l'esprit jeune ». Tout comme certains Juifs que l'on rassure : « Vous n'avez rien d'un Juif ». Pourtant, on ne peut nier que les hommes et les femmes de plus de 65 ans éprouvent le besoin d'être rassurés. Serait-ce une des raisons pour lesquelles ils préfèrent voter pour l'ordre établi ? La gauche qui « bouge » leur fait peur et les intimide. Comment faire, en effet, pour quitter « l'antichambre de la mort » et affronter le monde en mutation sans se sentir diminués ?

Le P.s., parti « libérateur », qui a fait preuve de sa capacité de renouveau, qui a réalisé l'unité, se doit de mener une campagne de plus — la onzième à ajouter à votre liste — pour réveiller ceux qui somnolent dans leurs villas ou leurs taudis. Pour faire quoi ? Pour « changer la vie » et pour permettre aux socialistes de franchir le cap sur le chemin de la victoire. Ceux qui n'ont rien à attendre de cette victoire sur le plan personnel sont souvent moins égoïstes, plus disponibles et lucides que les autres.

Comment procéder ? « L'imagination au pouvoir » trouvera bien un moyen. A condition de s'intéresser non pas uniquement à l'existence matérielle des « vieux », mais aussi et surtout à leur vie intérieure. Il s'agit-là de tout autre chose que de ces « foyers » où les contacts humains sont aussi artificiels que les fleurs des bouquets qu'on y confectionne. Sortez-les de leur solitude, de leur isolement, en les faisant participer à votre lutte. Le temps entre la retraite et la mort peut devenir le temps d'une générosité constructive, d'un détachement serein. Essayez de dévier les eaux ternes de la vieillesse pour en faire un confluent du fleuve puissant de vos propres aspirations.

Car ce qui compte en définitive, ce n'est pas ce que l'on fait pour les gens, mais ce qu'on fait avec eux ». (Marc Sharski, Paris 15e).

MARCELLIN S'ACHARNE

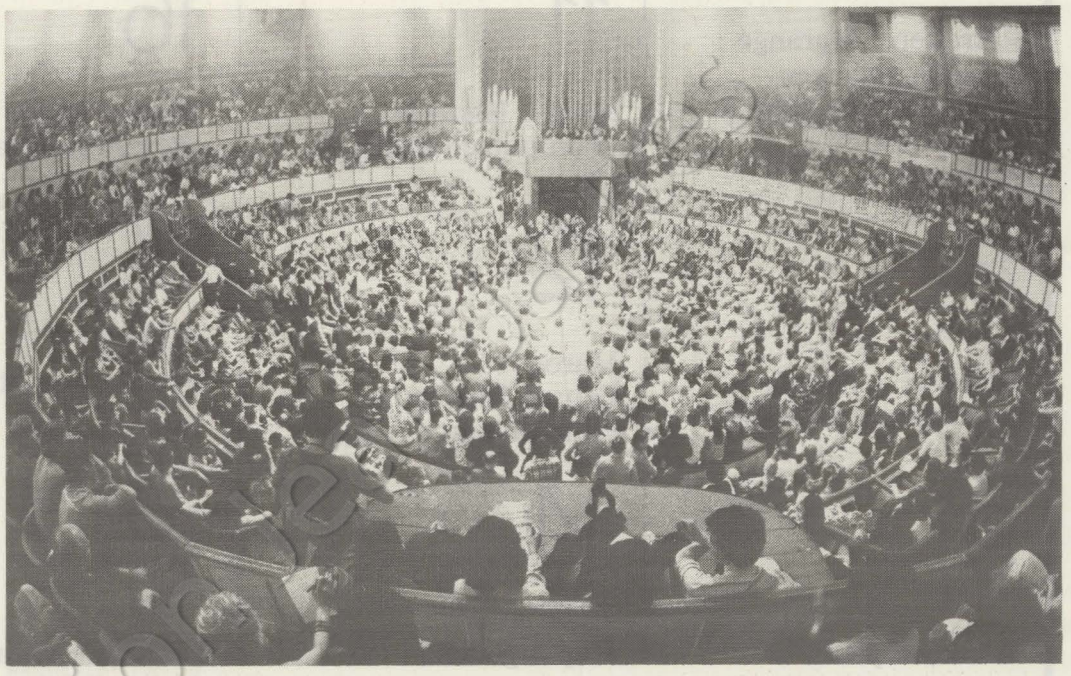
Marcellin avoue. Exprimant dans « France-Soir » ce qu'on ose à peine appeler sa pensée, il avoue qu'il n'a que faire de l'indépendance de la Justice à partir du moment ou lui, Marcellin, estime qu'il faut « appliquer la loi avec fermeté » et « emprisonner les meneurs ». Le courage d'un juge qui estime, au vu du dossier qu'il a entre les mains, que la détention d'Alain Krivine n'est pas nécessaire à la manifestation de la vérité est donc mis en échec par la volonté politique d'un homme obsédé de répression. D'une répression à sens unique puisque, dans la même interview, le ministre de l'Intérieur trouve le moyen de justifier que la police ait protégé le 21 juin les militants d'Ordre nouveau qui étaient pourtant, eux aussi, armés et casqués. Il ne serait donc pas exagéré de dire que ses sympathies n'ont pas changé depuis l'époque de Vichy.

Mais Marcellin ne pourrait agir ainsi s'il ne bénéficiait de la compréhension, pour ne pas dire autre chose, des plus hautes autorités de l'Etat et, d'abord, du président de la République lui-même. Le maintien en prison d'Alain Krivine, en dépit de l'ordonnance rendue par le juge Bernard, est donc une nouvelle confirmation de la gravité de la menace que ce Pouvoir fait peser sur nos libertés. Quelles que soient leurs divergences idéologiques, c'est le devoir de tous les démocrates — et les socialistes n'y ont pas manqué — de riposter solidairement, comme ils l'ont fait, par exemple, la semaine dernière au meeting du Cirque d'hiver, en exigeant la libération des militants emprisonnés et l'arrêt des poursuites engagées contre eux au nom d'une loi scélérate qui nous ramène à des temps que l'on croyait à jamais révolus.

CLAUDE ESTIER

Raymond Marcellin a dû prendre intérêt cette semaine à la lecture de la presse. Après celle de « l'Unité », il a « fait la couverture » de tous les grands hebdomadaires : le « dossier Marcellin » et huit fois la photo du ministre de l'Intérieur occupent celle de « l'Express » ; « Police, la colère », titre « le Point »; tandis que « le Nouvel Observateur » dénonce en Marcellin « le suspect n° 1 ».

C'est sans doute trop pour un homme dont on a dit souvent qu'il préfère agir dans la discrétion que dans le vedettariat. D'autant plus qu'à l'ensemble des questions posées par les journaux et qui rejoignent celles que



Le meeting du Cirque d'hiver.

soulèvent eux-mêmes de nombreux policiers, Marcellin, même en multipliant les communiqués, n'a apporté jusqu'ici que des réponses très partielles et très insuffisantes. Aucune réponse, en particulier, à cette question que vient de renouveler Gérard Monate dans le journal de la Fédération autonome des syndicats de police, qui groupe 60 % des policiers en tenue : « En démocratie, demande Monate, le meeting d'Ordre nouveau à la Mutualité était-il légal ? » Et il donne son opinion : « Sûrement pas. Le mot d'ordre de rassemblement (« Halte à l'immigration sauvage ») était ouvertement raciste, donc contraire à la loi, et nous sommes en droit de nous demander pourquoi il a été autorisé ».

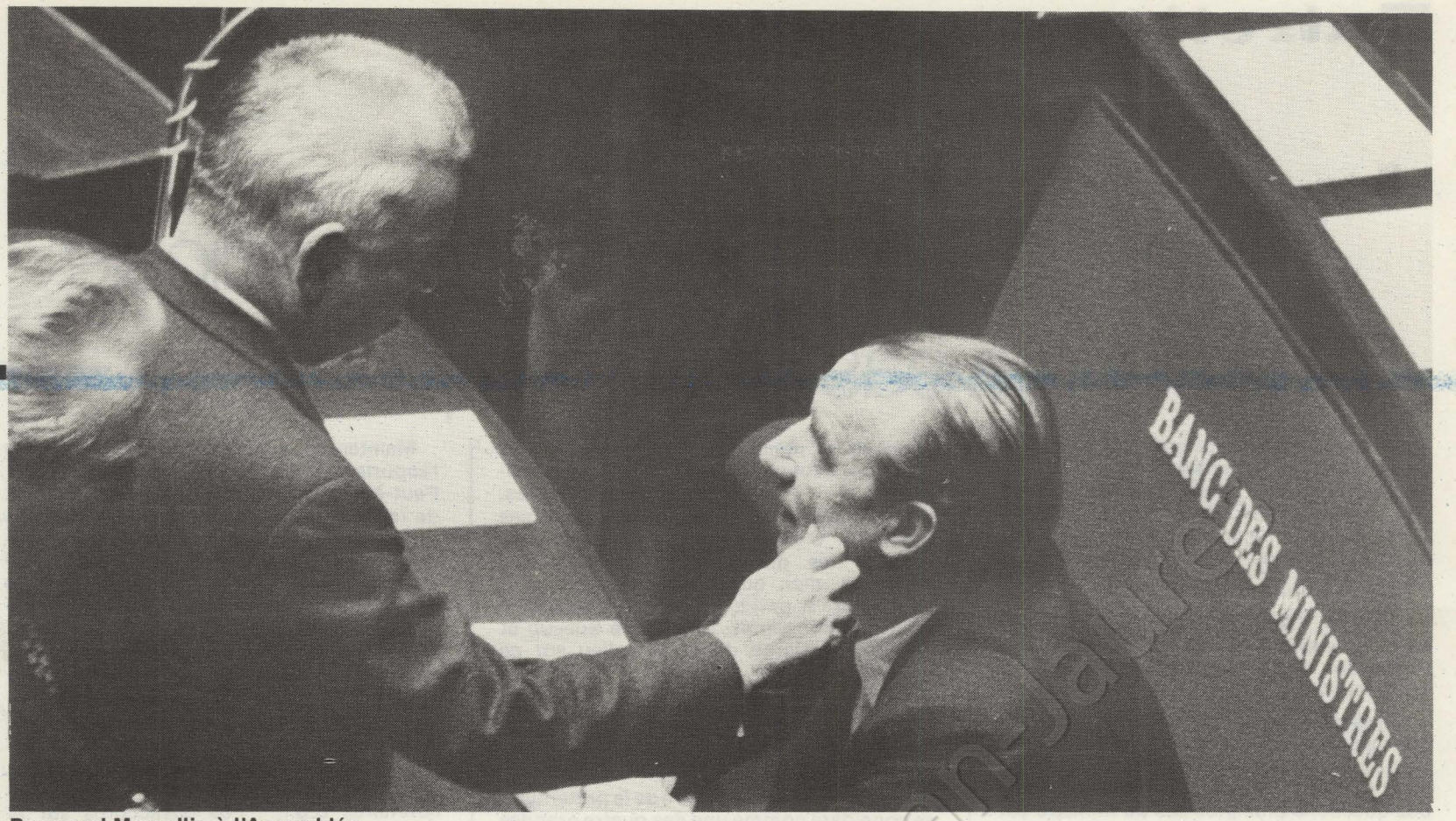
Deux comportements

Question d'autant plus judicieuse que, comme nous l'avons souligné la semaine dernière, deux autres meetings d'Ordre nouveau sur des thèmes semblables ont bien été interdits dans les jours suivants à Marseille et à Saint-Etienne et que, de la même manière, en février 1970, le préfet de police n'avait pas hésité à interdire dans la capitale une réunion publique de la même organisation. En arguant du fait que « les risques de contre-manifestations annoncées publiquement pouvaient entraîner des troubles graves de l'ordre public ». C'était également le cas le 21 juin, puisque la Ligue communiste avait appelé ses militants à une contre-manifestation. On ne nous empêchera pas de penser — et de répéter — que si, dans des circonstances analogues, le ministre de l'Intérieur a eu deux comportements aussi différents, c'est parce que le 21 juin il avait besoin du meeting d'Ordre nouveau pour que se déroule la provocation qu'il avait conçue.

Si les choses sont aussi claires, comment se fait-il que Marcellin ait eu le feu vert du gouvernement ou, plus exactement, que celui-ci l'ait couvert a posteriori ? Il le doit essentiellement au soutien de Georges Pompidou et aux liens très particuliers qui l'unissent depuis très longtemps au président de la République.

Cette solidarité, qui s'était déjà manifestée en mai 1968, a été particulièrement active pendant la courte « traversée du désert » de Pompidou. C'est dans des bureaux appartenant à Marcellin, boulevard de la Tour-Maubourg, que Pompidou s'est installé pour préparer sa campagne présidentielle de 1969. L'actuel ministre de l'Intérieur — qui, bien qu'affilié aux Républicains indépendants, est beaucoup plus proche de Pompidou que de Giscard d'Estaing — a été, à cette époque, d'une activité inlassable et d'une efficacité indiscutable. Pompidou ne l'a pas oublié : en toute circonstance, il donne raison à Marcellin, dont il admire à la fois la capacité de travail et l'obstination.

Au Conseil des ministres qui a décidé la dissolution de la Ligue communiste, il a suffi qu'il fronce les sourcils pour que les ministres qui s'apprêtaient à exprimer des réserves se taisent prudemment, à l'exception de trois d'entre eux : Olivier Guichard, Bernard Stasi et surtout Jean Taittinger. Non pas que celui-ci soit plus « libéral » que les autres membres du gouvernement ; mais, en tant que Garde des Sceaux, il se sent davantage concerné par un dossier dont il connaît mieux que d'autres le peu de consistance : rien ne permet d'affirmer que la Ligue



Raymond Marcellin à l'Assemblée.

communiste menaçait le 21 juin la sécurité de l'Etat. Quant à Alain Krivine, il est notoire qu'il était minoritaire au sein du Bureau politique de son organisation quant à l'opportunité de la contre-manifestation projetée ; qu'il n'a assisté à aucune des deux réunions au cours desquelles celle-ci a été préparée ; et qu'enfin, le soir des incidents de la Mutualité, il se trouvait à 1 000 kilomètres de là, participant à un meeting à Nice. En outre, loin de fuir la Justice, il s'est laissé arrêter à son domicile.

C'est d'ailleurs en fonction de tous ces éléments et malgré les pressions exercées sur lui que le juge d'instruction Alain Bernard a signé mardi l'ordonnance de mise en liberté provisoire de Krivine, contre laquelle le Parquet a aussitôt fait appel, conformément au désir du ministre de l'Intérieur.

La révolte des maires

Si l'appui présidentiel met donc Marcellin à l'abri de toute mauvaise surprise, il n'en est pas moins vrai que son image de marque s'est sensiblement détériorée depuis trois semaines.

D'abord — et ce n'est pas le moins important — aux yeux des policiers eux-mêmes, qui sont de plus en plus nombreux à s'interroger, comme on dit, sur le sens des missions qu'ils sont contraints d'effectuer. Toutes les enquêtes effectuées ces derniers temps concordent sur un point : les policiers en tenue, y compris les C.r.s., en ont assez de faire surtout de la répression et du maintien de l'ordre, et de devenir ainsi des « mal aimés » de la population. Il ne s'agit pas là d'hommes exprimant des opinions politiques, mais de citoyens qui ont choisi un métier et qui ont de plus en plus le sentiment qu'on leur en fait faire un autre au nom d'une prétendue nécessité de développer la lutte contre la subversion, dont ils ne voient pas toujours qu'elle soit la principale menace contre l'ordre public.

Dans le cadre d'une enquête pourtant très conformiste publiée mardi dans « France-Soir », un jeune gardien de la paix déclare : « Il faut que les gens sachent que l'on n'entre pas à la Préfecture pour faire du maintien de l'ordre et qu'un flic préfère passer sa soirée devant son poste de télévision plutôt que de charger sur le boulevard Saint-Michel. »

Et un commissaire ajoute : « Ce qui est très grave, c'est qu'à chacune de nos interventions on nous fait endosser une responsabilité politique. Toutes nos actions deviennent des actions politiques. La police, pourtant, ce n'est pas l'armée. »

Curieusement, ce sentiment suivant lequel la police n'est plus employée aux tâches qui devraient être les siennes en priorité rejoint



celui des maires de plusieurs grandes villes, Toulouse, Marseille, Lyon, Nice, Amiens, etc. qui viennent en quelques jours et sans s'être concertés — ces maires sont d'ailleurs d'opinions politiques bien différentes — de refuser spectaculairement à Marcellin le doublement du montant des dépenses de police mises au compte des budgets municipaux.

« Nous sommes parfaitement conscients explique à « l'Unité » Pierre Mauroy, maire de Lille, que les effectifs et les moyens de la police sont insuffisants. Mais notre conception est totalement contraire à celle de Marcellin. Celui-ci ne pense qu'à développer la police répressive en voyant des complots partout, alors que le problème de la sécurité dans les grandes villes est d'une tout autre nature. Au lieu d'une police purement répressive, il faudrait revenir à la conception d'une police urbaine préventive. Par exemple, dans la mesure où l'on a supprimé de nombreux commissariats de quartiers pour concentrer les effectifs dans les commissariats centraux, la population se plaint à juste titre que la police soit trop loin d'elle. La surveillance des établissements publics ou des grands ensembles n'est plus assurée, les plaintes pour vols ou délits mineurs n'ont jamais aucune suite, la délinquance se développe sans intervention de la police, qui est occupée à autre chose. C'est tout le problème de la vie dans les villes qui est ainsi posé. Et c'est le sens du refus que nous opposons à Marcellin. »

Celui-ci n'a pas apprécié cette révolte des maires. Il a même eu ce mot admirable : « Derrière ce refus, il y a la politique ! » La belle découverte ! Que la police soit employée à protéger la sécurité des citoyens ou qu'elle le soit à réprimer des complots imaginaires, relève bien, en effet, d'un choix politique. Il y a longtemps que, pour ce qui le concerne, Marcellin a choisi. Qu'il ne s'étonne pas que d'autres, qui ne se situent d'ailleurs pas tous dans l'opposition de gauche, qui sont quelquefois des hommes politiques mais aussi des fonctionnaires et même des magistrats, pensent autrement que lui et n'hésitent pas à le lui faire savoir.

ANTOINE VIOLET

Marangé: « Indépendance syndicale ne signifie pas neutralité politique »

« L'Unité » achève ici la série d'interviews qu'elle a consacrées aux dirigeants des grandes organisations syndicales. Après Georges Séguy, André Bergeron et Edmond Maire, nous donnons la parole cette semaine à James Marangé, secrétaire général de la Fédération de l'Education nationale.

L'UNITE. « Dans quel état d'esprit la Fen va-t-elle aborder la série de consultations proposées par le ministre de l'Education nationale ?

JAMES MARANGE. Avec beaucoup de réticences, et même d'oppositions sur le principe. Nous n'avons pas encore pris publiquement position, car nous attendons de poser des questions plus précises au ministre sur ses intentions. Pour le moment, ces sondages ou colloques dont a parlé Joseph Fontanet nous paraissent en opposition avec une règle démocratique : le ministre de l'Education nationale a la « chance » d'avoir en face de lui des organisations syndicales et des associations de parents d'élèves représentatives. Qu'est-ce qui l'a conduit à passer par-dessus tout cela ? C'est une question que nous ne manquerons pas de lui poser. Et sa réponse déterminera une prise de position publique de la Fen qui peut être un refus. Pour l'instant, le ministre, à qui nous avons demandé une audience, n'a pas encore répondu.

— Que pensez-vous du congrès que le Syndicat national des instituteurs, qui fait partie de la Fen, vient de tenir à Pau ?

— Il a confirmé, en ce qui concerne l'orientation générale de l'action dans notre secteur, les positions que les directions du S.n.i. et de la Fen défendent depuis toujours, notamment sur les rapports entre syndicats et partis, et sur la conception d'une organisation syndicale unitaire. Ce renforcement est pour nous positif, et ce n'est pas à quatre mois du congrès de la Fen que nous pouvons considérer comme négligeables les résultats des votes intervenus dans un congrès où étaient représenté 300 000 des adhérents de notre organisation.

Il reste vrai que les oppositions internes entre les diverses catégories d'enseignants n'ont pas jusqu'ici permis à la Fen d'avoir une position fédérale permettant de réaliser un accord suffisamment large sur une base d'action commune pour une réforme de structures pédagogiques qui conditionne la démocratisation réelle de notre enseignement. Est-ce que le congrès de novembre 1973 permettra de dépasser ces différends , je n'en sais rien.

— Il faut donc attendre le congrès de la Fen pour savoir si une véritable action commune est possible ?

— Pour le moment, je ne peux pas dire si on va vers des formules pouvant mener à une position largement majoritaire. Le problème réside dans le départ de la démarche conduisant à une véritable réforme de l'Education nationale. Faut-il partir des problèmes touchant la situation des enseignants — leur place dans les structures, leur formation — ou de l'enfant et de ses besoins ? C'est là que se fondent pour l'instant les divergences fondamentales. Je pense, moi, que c'est de l'élève qu'il faut partir. A partir des congrès des trois syndicats concernés, le Snes, le Snesup et le S.n.i., un large débat aura lieu sur ce thème.

— Comment situez-vous la Fen par rapport aux grandes confédérations ouvrières ? Quels sont vos rapports avec chacune de celles-ci ?

— La Fen, c'est peut-être de la prétention, se considère comme une des quatre grandes confédérations syndicales avec la C.g.t., la C.f.d.t. et F.o.

Il faut d'abord rappeler que pendant longtemps, nous avons eu l'obligation, par mandat, de n'avoir aucun contact avec la C.f.d.t., issue de la C.f.t.c., à cause du problème de la laïcité. L'évolution de la C.f.d.t. fait que nous avons maintenant avec elle des rapports identiques à ceux que nous entretenons avec la C.g.t. et F.o.

Ces rapports se traduisent de deux façons : soit par les rencontres bilatérales sur des sujets actuels intéressant le mouvement syndical, soit dans un cadre plus ou moins institutionnalisé, du type Comité national d'action laïque — comme cela a eu lieu l'an dernier, par exemple, pour la préparation de notre campagne commune pour une autre politique d'Education nationale — ou du collectif national pour la défense des libertés.

Maintenant, quelle est l'évolution de nos rapports avec les confédérations ouvrières ? Peut-être avons-nous eu cette année moins de rencontres bilatérales. Je crois que cela tient au fait que nos préoccupations communes se sont plutôt traduites dans le cadre du Cnal ou du collectif qui vient de se manifester à l'occasion de la dissolution de la Ligue communiste.

D'autre part, il y a peut-être eu, compte tenu des circonstances de l'action, surtout avec la C.g.t. que nous n'avons pas rencontrée cette année au plan confédéral, la conséquence sur le terrain de divergences fondamentales qui nous séparent. C'est clair avec la Fédération des fonctionnaires C.g.t. : nos désaccords sur la conception de l'action revendicative dans la Fonction publique sont profonds. Il ne faut cependant pas en tirer de conclusions définitives.

Notre position demeure la même : l'unité d'action n'est pas une fin en soi, mais un instrument à l'usage des travailleurs. Elle est nécessaire à cause de la situation du mouvement syndical, que nous regrettons : s'il n'était pas dans l'état de division où il se trouve, on n'aurait pas besoin, en effet, de parler d'unité d'action. Nous pensons en outre que l'unité d'action — et peut-être est-ce là une de nos divergences avec la C.f.d.t. — ne peut servir à masquer les désaccords de fond au moins sur l'objectif immédiat poursuivi, sans qu'une telle confusion ne nuise finalement à l'action elle-même.

Un exemple : nous ne voyons pas comment, dans le domaine de l'action reven-



André Ouliac et James Marangé.

dicative, nous pourrions surbordonner notre appréciation sur un accord salarial au fait qu'une autre fédération de fonctionnaires, C.g.t., C.f.d.t. ou F.o., ne l'accepte pas. Quand nous arrivons à un compromis que nous jugeons acceptable, nous ne demandons pas à la C.g.t. d'être de notre avis, et nous n'en tirons pas de conclusions quant à la poursuite de nouvelles discussions avec elle. Mais nous demandons à la C.g.t. d'avoir à notre égard le même comportement que nous vis-à-vis d'elle. Le dénigrement, les campagnes calomnieuses dont nous avons trop souvent fait l'objet de sa part ne servent pas la cause de l'unité syndicale.

Je crois d'ailleurs qu'à la lumière de certains événements récents — l'affaire des O.s. chez Renault, les derniers accords salariaux signés à la S.n.c.f. et à la Snecma, l'affaire Lip, les grèves chez Péchiney, etc. — nous sommes arrivés à un moment où il faudrait réfléchir sérieusement à la situation du mouvement syndical en France.

— Pensez-vous avoir des discussions avec les autres organisations syndicales à la rentrée ?

— Je ne peux pas encore répondre, car tout dépendra de la situation à ce moment-là. Il n'est pas impossible du tout que des concertations soient nécessaires entre les organisations syndicales.

— Que pensez-vous des déclarations d'André Ouliac au congrès du S.n.i. et du souhait qu'il a exprimé de voir se renforcer l'unité syndicale, de façon plus organique ?

— André Ouliac a dit que l'unité ne se proclame pas mais qu'elle se vit. Il a dit aux opposants : quand, dans nos sections départementales, vous aurez abandonné le dénigrement systématique, nous pourrons voir si l'unité n'est pas seulement un slogan à l'usage des tribunes de congrès. C'est un argument qui correspond, hélas ! à une situation de fait. D'autre part, il ne faut pas oublier notre position traditionnelle : nous n'avons jamais abandonné l'espoir que le mouvement ouvrier français puisse se réorganiser de façon structurée, qu'il puisse y avoir l'unité syndicale qui ne soit pas seulement l'unité d'action. C'est là une de nos divergences avec d'autres confédérations ouvrières ; je ne pense pas seulement à F.o., mais aussi à la C.f.d.t.

Pour nous, le principe du pluralisme syndical prôné par la C.f.d.t. n'est pas conforme à la tradition et à l'intérêt du mouvement ouvrier. Nous pensons que tous les travailleurs, dans toutes les sociétés et surtout dans la société capitaliste, ont des intérêts communs qui militent en faveur d'une organisation syndicale unitaire chargée de la défense de leurs intérêts. C'est probablement pour l'instant une utopie, car les conditions d'une réunification sont loin d'être remplies. Je n'en tiens pas moins à préciser à cette occasion que l'autonomie de la Fen par rapport aux confédérations ouvrières n'est pas une doctrine, mais une position d'attente qui nous a permis jusqu'ici de sauvegarder notre unité et, par voie de conséquence, notre représentativité. Puis-je ajouter que, 25 ans après la scission confédérale, l'exemple que donne la Fen n'est pas sans intérêt ?



— Comment interprétez-vous le résultat des élections législatives ? Pouvez-vous rappeler votre position sur le programme commun ?

— Il est clair qu'il demeure, dans une partie de l'électorat qui désire le changement, une hésitation. Car un certain nombre de problèmes ne sont pas encore suffisamment éclaircis. Entre autres, tous ceux que nous venons d'évoquer sur le mouvement syndical. Les questions de la liberté, de l'alternance ne sont pas totalement éclaircies, en tout cas sont apparues comme telles à trop d'électeurs encore. Il faut reconnaître qu'il y a encore un très lourd passif dans l'opinion, surtout à l'égard du Parti communiste. Tout cela fait que dans la masse de gens qui veulent que cela change tous n'ont pas fait le saut vers le programme commun. Et c'est pourquoi nous sommes encore plus persuadés qu'il faut conserver au mouvement syndical l'intégralité de son pouvoir de contestation, y compris dans la perspective d'une société socialiste.

Quant au programme commun, la Fen l'a salué comme un événement politique important. Nous n'avons jamais dit que l'indépendance du mouvement syndical à l'égard des partis politiques signifiait la neutralité politique. Nous n'avons pas voulu collaborer à l'élaboration du programme commun, car nous n'aurions plus pu, par la suite, au moment de sa mise en œuvre par le gouvernement investi sur un tel programme, exprimer notre désaccord sur certains points. Nous avons dit ce que nous pensions du programme commun au P.c. et au P.s. Et quand nous nous sommes prononcés publiquement, nous avons souhaité que les électeurs ressentent le programme commun comme un élément de changement possible, mais nous n'avons pas donné de consignes de vote, estimant que ce n'est pas le rôle d'une organisation syndicale.

— Comment concevez-vous la stratégie de la Fen vis-à-vis de l'union de la gauche ?

— Je considère que la Fen est un interlocuteur à part entière des partis de gauche. Le jour où le P.s. demande une rencontre à la Fen sur un sujet relevant de sa compétence, y compris sur l'autogestion, la Fen est prête à le recevoir. Comme elle l'a toujours fait. A l'inverse, le jour où la Fen aura besoin de faire connaître une position au P.s., au P.c. ou aux radicaux de gauche, elle le fera et je suis convaincu que les partis la recevront. Je veux simplement que la Fen conserve toute sa souveraineté dans l'élaboration de ses positions, et que la courroie de transmission ne passe pas plus dans un sens que dans un autre. De même, je suis opposé à ce que la Fen interfère sur les positions du P.s. Car je crois que c'est ainsi que la démocratie peut se développer valablement, et nous apporter dans la société socialiste de demain ce que nous souhaitons. »

(Propos recueillis par MICHELE BACKMANN).

Petites manœuvres estivales

Pierre Messmer a eu une idée. Le 2 juillet — retenez la date — il a osé qualifier son ministre des Finances de « conservateur libéral » devant les caméras d'Actuel 2. Dès le lendemain matin, Valéry Giscard d'Estaing laisse éclater sa colère. Il est profondément ulcéré, lui qui fait tant d'efforts pour se donner l'image d'un réformateur. Il charge alors Jean-Pierre Soisson de préparer quelques petites phrases affutées pour reprendre le tir de barrage contre l'U.d.r. Justement, le jeudi 6 juillet doit se tenir à Matignon le déjeuner des leaders de la majorité, sous la haute présidence de Messmer. Ce déjeuner s'annonce mal.

L'entourage présidentiel juge alors bon de mettre un peu d'huile dans les rouages. Le jeudi matin, Georges Pompidou reçoit en tête à tête Giscard d'Estaing pour le convaincre de ne pas attacher trop d'importance aux propos de Messmer. La veille, Marie-France Garaud et quelques estafettes présidentielles ont multiplié les contacts pour calmer l'état-major des Républicains indépendants. Jean-Pierre Soisson gardera ses petites phrases sur le bout de sa langue.

Le baume étant passé sur les plaies des « libéraux centristes et européens » — en d'autres termes : les Républicains indépendants — tout le petit monde de la majorité se retrouve au déjeuner chez Messmer. La discussion est polie, on écoute Messmer lâcher quelques propos de légionnaire qui ne servent qu'à lui faire plaisir. Et surtout on évite les sujets dangereux.

1) Pour les élections cantonales, ce seront les instances régionales des trois partis de la majorité qui s'arrangeront et il n'y aura aucune négociation au niveau national. On espère ainsi éviter les vagues.

2) Alain Peyrefitte, Giscard d'Estaing, Jacques Barrot et Pierre Messmer décident la création d'une nouvelle instance de concertation. Le Premier ministre, en fin stratège politique, juge souhaitable « de resserrer un peu les boulons » dans la majorité. Ce comité comprendra 15 à 20 personnalités dites représentatives. Mais elles ne seront désignées que le 15 septembre. Comme le déclare à la sortie de ce déjeuner un des dirigeants de la majorité : « Heureusement, voici les vacances ! »

Querelles centristes

Aucun problème n'a été résolu. Mais la période estivale permettra à la majorité de se calmer un peu. Et d'élaborer de nouvelles combinaisons hautement stratégiques.

Voilà justement que les déchirements des « réformateurs » s'étalent au grand jour. Jean Lecanuet constate au micro d'Europe 1 que le Parti radical de J.J.S.S., entamé chaque jour un peu plus par le passage de certaines fédérations aux radicaux de gauche, n'est pas le levier qui lui assurera un destin national. Alors, il appelle au rassemblement de tous les « démocrates sociaux ». Formule ambiguë, mais qui permet à Giscard d'Estaing, Edgar Faure et Chaban-Delmas de ne pas oublier le maire de Rouen. Le 6 juillet, le Bureau du Parti radical constate « que Jean Lecanuet exploite l'absence de Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui organise dans le Pacifique l'action contre la bombe, pour l'attaquer à chaque occasion... »



Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Et au moment où Michel Durafour, président du groupe parlementaire « réformateur », qui s'épuise à courir d'un clan à l'autre depuis des mois, publie un communiqué pour affirmer que « le Mouvement réformateur se porte bien », Peyrefitte répond à l'unisson : « La majorité va bien ».

Autocritiques

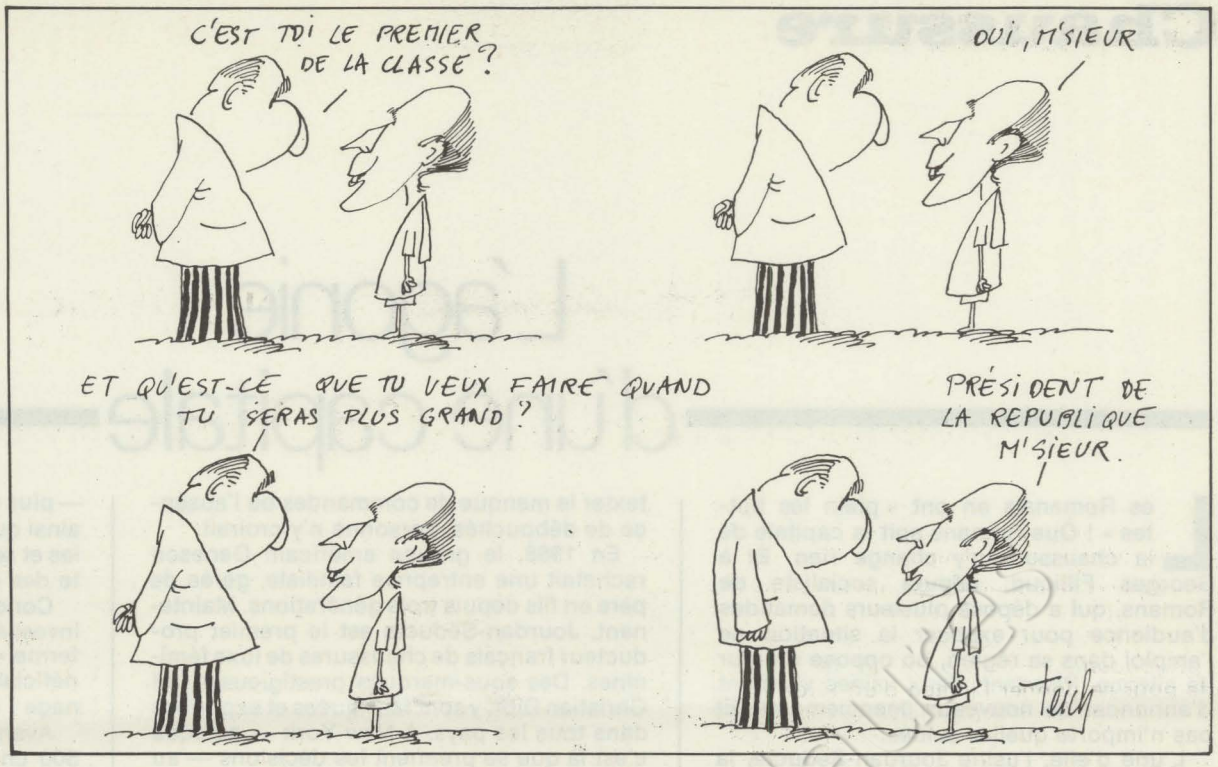
Tout cela semble mesquin, ridicule, stupide, étriqué, dérisoire. Mais toutes ces phrases, toutes ces combinaisons de couloirs, toutes ces arrière-pensées, toutes ces minibagarres ne sont que le signe d'un malaise plus profond. Il faut sans doute des mois pour qu'un groupe politique tire les conclusions d'une élection. Alexandre Sanguinetti l'a fait en déclarant : « Nous constatons que nos alliances nous ont tirés à droite et que, de ce fait, nous avons perdu une partie de notre électorat populaire. » Jacques Sourdille, secrétaire général-adjoint de l'U.d.r., constatait il y a quelques jours dans « le Monde » : « Le régime apparaît aujourd'hui coupé de la fraction active de la jeunesse, des cadres, des intellectuels et de la classe ouvrière. En bref, les catégories sociales les plus dynamiques ont déserté en grand nombre le camp de la Ve République. »

C'est bien là ce qui préoccupe les hommes de la majorité — et notamment Michel Debré qui vient de se manifester avec éclat par un article de « la Nation » soigneusement médité. Les chiffres sont là et ils ne leur laissent pas beaucoup d'illusions. Sur 100 électeurs de la majorité, en 1967, 28 étaient des ouvriers ; en 1968, 25 ; en 1973, 21. De même, en 1967, sur 100 ouvriers, 47 votaient à gauche ; en 1968, 51 ; en 1973, 64. Le vieux rêve « interclasses » du gaullisme se dissipe. De même, l'électorat de la majorité vieillit. En 1973, il comportait 47 % de plus de 50 ans, contre 45 % en 1968, malgré l'irruption de nouvelles classes d'âge d'électeurs. De même, il se féminise. En 1973, sur 100 électeurs de la majorité, 57 sont des femmes, 43 des hommes ; alors qu'en 1968, le rapport n'était que de 54 pour 46.

Dans une perspective d'élections présidentielles où il n'y a plus la bouée de sauvetage du scrutin d'arrondissement, il faudra que la majorité élargisse sa base sociale, sinon ce sera la défaite. Bien des hommes se penchent sur son cas, depuis Pompidou, qui donne dans le catastrophisme mondial, jusqu'à Chaban-Delmas, qui s'intéresse soudain aux charmes de la longue marche. Sans négliger Edgar Faure qui accorde des interviews au quotidien gauchiste « Libération », et Giscard d'Estaing, qui joue au ministre efficace, à Mocou. Les médecins ne manquent pas, au chevet de la majorité, mais personne n'est d'accord sur le traitement à appliquer.

NICOLAS BRIMO

A contre-pied



Le livre de Conte

Arthur Conte fait beaucoup moins parler de lui qu'il y a un an lorsqu'il a pris ses fonctions de P.d.g. de l'O.r.t.f. Il était à l'époque poussé par Georges Pompidou qui, depuis, semble s'être désintéressé de son sort. Pour tenter de relancer sa publicité, Conte vient de faire publier, sous la forme d'un livre de poche dont il a écrit la préface, le bilan annuel d'activité de l'O.r.t.f. — qui faisait jusqu'à présent l'objet d'une plaquette luxueuse réservée à quelques initiés. Commentant lui même cet ouvrage au micro de France-Inter, le patron de la radio-télévision expliquait l'autre jour qu'en y travaillant, il avait beaucoup appris sur la maison qu'il dirige. Mais sans doute lui reste-t-il beaucoup à apprendre. Par exemple, en ce qui concerne le coût de la nouvelle Tour de la télévision qui doit être construite sur le Front de Seine, face à l'actuelle Maison de la radio. D'après Conte, la dépense de cette opération est évaluée à 150 millions de francs. Alors que, dans le projet de loi de Finances pour 1973, elle figurait pour 242 millions de francs hors T.v.a. Une telle différence a paru anormale à Arsène Boulay, député socialiste du Puy-de-Dôme, qui vient de demander au Premier ministre lequel des deux comptes est le bon.

Service à Franco

Le numéro 1 du journal « El Socialista », tiré à 10 000 exemplaires, est paru le 14 juin 1973. Il vient d'être saisi en gare de Bayonne par la police française, alors qu'il arrivait de Belgique à destination de l'Espagne. Encore un petit service que le régime rend au franquisme.

L'Algérie à Paris

Souriant sous sa grosse moustache noire, Abdelaziz Bouteflika, ministre des Affaires étrangères d'Algérie, a tenu à souligner que, pour la première fois depuis l'indépendance de son pays, une personnalité de son rang était reçue en visite officielle en France. Le « partenaire de choix » qu'est notre pays pour l'Etat algérien paraît décidé à aborder enfin les questions de coopération dans un nouvel esprit. C'est-à-dire avec une largeur de vue qui a beaucoup manqué depuis vingt ans.

Certes, le poids du passé est souvent encore présent et les rapatriés, les travailleurs algériens en France, les intérêts pétroliers et les échanges commerciaux posent des problèmes spécifiques qui ont parfois détourné le gouvernement français du choix d'une politique algérienne cohérente et continue.

Mais l'heure paraît maintenant venue d'une révision globale des relations franco-algériennes. Dans la grisaille médiocre de la politique étrangère française, une telle action serait une lueur agréable. Sous réserve que Paris cherche autre chose à Alger qu'un élément nouveau pour une politique méditerranéenne qui, de Madrid à Athènes, reste — faute d'en avoir d'autres — une des grandes pensées du règne pompidolien. L'amitié franco-algérienne mérite plus d'ambition.

Répression tous azimuts

Pour avoir pris au pied de la lettre le préambule de notre Constitution et demandé le droit d'asile à la France pour un an ou deux ans, Eldridge Cleaver s'est vu opposer le veto de Raymond Marcellin. A qui il semble n'importer guère que l'ancien leader des Black Panthers, désireux de se consacrer à son œuvre littéraire, s'engageât pendant ce temps à n'avoir aucune activité politique.

Le refus du gouvernement français ne peut donc se justifier en rien, comme le soulignent l'avocat de Cleaver, Me Roland Dumas, et le comité de défense où figurent François Mitterrand, Robert Fabre, Michel Rocard, etc. On comprend mal pourquoi le droit d'asile — dont Cleaver remplit toutes les conditions — pourrait être discuté à un homme menacé dans sa vie s'il retourne aux Etats-Unis — comme l'a reconnu le juge Sherwin.

Il faut croire alors que Marcellin a une conception tous azimuts de la répression. Il vient d'ailleurs encore de le prouver : sa police a convoqué « pour renseignements » un étudiant sénégalais, Cheikh Tidiane Fall... puis l'a enfourné dans un avion à destination de Dakar. Son crime : avoir, des semaines auparavant, fait grève à l'école Louis-Lumière de photo-cinéma. A aucun moment — Jean-Pierre Cot, député socialiste de Savoie, vient de le rappeler à Marcellin dans une question écrite — Fall, détenu sans mandat judiciaire, n'a eu la moindre possibilité de défense ni de contact. Et, à l'aéroport de Dakar, la police sénégalaise était là.

Un sondage sur le P.s.

Plusieurs journaux de province ont publié la semaine dernière un sondage réalisé par la Sofres, quelques jours avant le congrès de Grenoble, sur le Parti socialiste et François Mitterrand. Ce sondage confirme que le P.s. a désormais une bonne image dans l'opinion. Une majorité relative des personnes interrogées (38 % contre 23 %) l'estiment plus puissant que le Parti communiste : des électeurs socialistes bien sûr, mais aussi réformateurs ou de la majorité. Le Parti communiste est encore considéré comme plus dynamique, mais de fort peu (32 % contre 28 %) et le Parti socialiste est jugé à la fois plus sincère et plus ouvert aux idées nouvelles que le P.c.f. (respectivement 37 et 42 % contre 15 et 13 %). Cette proportion est d'autant plus intéressante qu'elle est renforcée d'une image globale très favorable chez les moins de 35 ans. Quant à la position de François Mitterrand au sein de la gauche unie, les élections semblent l'avoir peu modifiée : 31 % l'estiment sans changement, 24 % la jugent plus forte, 23 % moins forte, mais c'est surtout l'électorat réformateur et celui de la majorité qui penchent pour l'affaiblissement ; tandis que ceux qui ont voté à gauche, même communiste, sont les plus nombreux à juger que la position du Premier secrétaire s'est renforcée. De la même manière, une majorité relative (30 % contre 25 %) estiment qu'il serait en meilleure position qu'en 1965 pour l'élection présidentielle, 28 % considérant que la situation n'a pas changé. Indication d'autant plus intéressante que le type de société défini par le Parti socialiste est désormais pris sérieusement en considération : 36 % contre 28 % estiment qu'il a des chances de se réaliser un jour en France, alors que 6 % seulement ont confiance dans le type de société défini par le Parti communiste. Ce dernier chiffre peut être sujet à caution, compte tenu du pourcentage de voix obtenues par le P.c.f. Mais il n'en reste pas moins que c'est d'abord au Parti socialiste que font désormais confiance ceux qui aspirent à un réel changement de société.

L'agonie d'une capitale

Les Romanais en ont « plein les bottes » ! Que Romans soit la capitale de la chaussure n'y change rien. Et à Georges Filliqud, député socialiste de Romans, qui a déposé plusieurs demandes d'audience pour exposer la situation de l'emploi dans sa région, on oppose un mur de silence. Pourtant, deux usines viennent d'annoncer de nouveaux licenciements. Et pas n'importe quelles usines.

L'une d'elle, l'usine Jourdan-Séducta, la plus importante de Romans, prévoit une centaine de licenciements pour septembre. Prétexter le manque de commandes ou l'absence de débouchés, personne n'y croirait.

En 1968, le groupe américain Genesco rachetait une entreprise familiale, gérée de père en fils depuis trois générations. Maintenant, Jourdan-Séducta est le premier producteur français de chaussures de luxe féminines. Des sous-marques prestigieuses, tel Christian Dior, y sont fabriquées et exportées dans tous les pays. A New York — puisque c'est là que se prennent les décisions — au siège du groupe américain, on s'occupe d'économie internationale, de « choses sérieuses » dans lesquelles ne compte guère le chômage de centaines d'ouvriers romanais. Et quand des calculs prouvent que la marge bénéficiaire serait plus grande pour le même produit s'il était fabriqué dans un autre pays, on déplace l'usine. Et tant pis pour ceux qui restent.

L'usine Salamander — anciennement l'usine de chaussures Arnoux, rachetée par un groupe allemand il y a cinq ans — pratique elle aussi la même politique : 300 licenciements et la fermeture complète des ateliers pour septembre. Le service des bureaux restera sur place pour que la société puisse continuer à exporter des chaussures Salamander. Là non plus, les décisions ne se prennent pas à Romans mais à Munich.

De l'aveu même de la direction allemande, la fermeture n'est motivée que pas des considérations purement financières : fabriquée en Italie — à Turin où le groupe allemand possède déjà une usine — une paire de chaussures reviendra 30% moins chère... tout en conservant le label « articles de Paris haute nouveauté » ! Et les dirigeants de Salamander d'évoquer la hausse du prix du cuir — plus de 100 % d'augmentation en un an — ainsi que l'augmentation des charges sociales et salariales en France, et enfin la mévente des chaussures de luxe à 200 F la paire.

Conclusion officielle : « La rentabilité des investissements n'est plus assurée. On ferme ». Conclusion réelle : « La marge bénéficiaire est plus grande ailleurs. On déménage ! »

Avant la fin de l'année, il y aura environ 500 chômeurs dans la région de Romans. Et les espoirs de nouveaux emplois sont minces : peut-être 120 ou 130 postes dans les usines Thomson-Brandt ou Brekel qui viennent de s'implanter. C'est bien peu. La mono-industrie : voilà le drame de cette région qui, pendant des années, a subi la toute-puissance des grands patrons de la chaussure : pour s'assurer le monopole de la main-d'œuvre, ils ont longtemps empêché systématiquement l'implantation de toute nouvelle industrie. Les Romanais font toujours les frais de cette situation : sur 12 000 personnes actives, plus de 40% travaillent dans l'industrie de la chaussure : un secteur sans espoir de développement quand encore il ne régresse pas, et le plus mal payé — à peine au-dessus du Smig pour les ouvriers spécialisés — après celui du textile et de l'habillement.

Les décisions de la réunion interministérielle du 12 juillet, arrêtant le classement des zones d'aide à l'industrialisation, étaient donc vitales pour cette région. Georges Filliqud l'a bien compris ; dès mardi, il s'installait dans la cour de la préfecture de la Drôme, avec la perspective d'y rester jour et nuit jusqu'à ce qu'une audience lui soit accordée.

cinéma 73

● JUILLET-AOUT ●

NUMERO SPECIAL

LE CINEMA AMERICAIN DES ANNEES SOIXANTE

320 pages de documentation et de réflexion

●

En vente partout
8 F

Anniversaire: Des 14 juillet sans lampions

« Nous n'irons plus au bal, les lauriers sont coupés », chantonnait le jeune homme gris. C'était le 14 juillet 1940, dans une petite ville de l'Indre où une compagnie de soldats, relâchés quelques jours avant par des Allemands plus généreux ou plus embarrassés de leurs prisonniers, rendait les honneurs devant le monument aux morts. Vichy n'avait pas encore eu le temps de rendre subversive la fête nationale.

Un an plus tard, dans Paris occupé, l'ingéniosité faisait porter des vêtements tricolores. Une cravate, une chemise et un veston. Ou bien une robe, un sac et des gants. Ou une simple pochette. Le bleu-blanc-rouge semblait une fleur à côté du noir-blanc-rouge de la Wehrmacht. « Que d'efforts dérisoires, mais non pas perdus, après tout », écrivit Jean Guehenno dans ses Carnets. Les premières affiches avaient déjà appris que la mort était au rendez-vous de la Résistance.

1942 : l'année noire. Les blindés nazis foncent vers Stalingrad et vers le Caire. Le Japon bâtit un empire. La vie est triste et dangereuse, entre les queues aux portes des commerces vides et les rafles de Juifs au petit matin. Il y aura moins de tricolore dans les rues du 14 juillet, un jour comme un autre.

Une nouvelle année est passée. Un maréchal nazi a capitulé dans les ruines d'une ville soviétique. Les Anglais et les Américains sont à Tunis et leurs troupes viennent de débarquer en Sicile. Les villes allemandes apprennent à leur tour ce que signifient les bombardements de terreur. Et Mac Arthur commence, d'île en île, sa longue marche vers Tokyo.

Les prisons et les camps regorgent de « politiques ». La propagande hitlérienne parle du Mur de l'Atlantique comme les journaux français de la drôle de guerre parlaient de la ligne Maginot. Dans toute la France, des hommes et des femmes amaigris, flottant dans leurs habits trop larges et fatigués d'avoir été trop portés, ont répondu à l'appel de Londres et ont manifesté silencieusement. Parfois même en cortège, comme à Clermont-Ferrand. « Le Populaire » clandestin pouvait écrire, dans son numéro d'août : « Le 14 juillet, le peuple de France n'a pas déçu les espoirs que nous avions mis en lui. Le mot d'ordre de la radio de Londres a été écouté et suivi avec une grande discipline. Dans toutes les grandes villes, dans les petites communes, dans les humbles bourgades, les patriotes sont sortis à l'heure indiquée. Avec calme et dignité, en évitant de tomber dans les pièges qu'on leur tendait, ils ont affirmé par leur seule présence leur espérance de la victoire finale et leur volonté de combattre. Une à une, sous les coups des Alliés, les bastilles extérieures tombent. Il nous restera à nous charger des nôtres. »

On n'écrirait plus ainsi aujourd'hui. Mais c'était le 14 juillet 1943, avant la pire année de l'occupation, la plus sanglante et la plus cruelle. Il faudrait mille Oradour en Europe avant de retrouver ce bien perdu, la liberté. Qu'était devenu le jeune homme gris ?

C. F.

Histoire d'un putsch manqué

Nous avons publié la semaine dernière une correspondance de Santiago dans laquelle Jacqueline Sorret donnait un premier éclairage sur le putsch manqué du 29 juin. Notre correspondante a, depuis, reconstitué heure par heure les événements de cette journée. Compte tenu des interprétations erronées données par certains journaux sur la non-participation des chefs de l'armée au nouveau gouvernement Allende, il nous paraît intéressant de publier ce récit exclusif.

Voici donc ce qui s'est passé à Santiago le vendredi 29 juin.

9 heures : Les Santiaguínos, qui ne sont pas précisément matinaux, sont surpris au saut du lit par des rafales de mitraillettes provenant de la place de la Constitución, où se trouve le Palais présidentiel, la Moneda. Dans la confusion générale, il est impossible de savoir ce qui se passe. Les radios des deux bords transmettent les informations les plus contradictoires. Des gens courent dans tous les sens. Les journalistes sont repoussés par des militaires en armes et l'un d'eux, un Suédois, est abattu au milieu de la chaussée. Quelques heures plus tard, Salvador Allende commencera son récit des faits par cette phrase : « A 8 heures 55, j'ai reçu un appel téléphonique du sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, le camarade Daniel Vergara, qui m'a dit : « Camarade Président, nous avons des tanks ici, devant La Moneda. Ils sont en train de tirer. On me dit qu'il y en a d'autres qui nous encerclent. Sachez, Président, que tous ceux qui sont ici sauront remplir leur devoir. »

10 heures : on apprend que les factieux appartiennent au régiment blindé n° 2, dirigé par le commandant Souper. Une douzaine de tanks et de nombreux véhicules sont en batterie autour de la Moneda et en interdisent l'accès. A l'intérieur du palais assiégé, la défense est constituée par les 60 carabiniers de la garde présidentielle et quelques civils. La Moneda est un bâtiment rectangulaire assez modeste, à un seul étage, dont les portes sont habituellement ouvertes au public. A présent, les portes sont fermées et le petit groupe qui se trouve à l'intérieur dispose d'une quantité réduite de munitions. La situation est donc critique. Cependant, quand les factieux ordonnent aux assiégés de déposer les armes, ils s'entendent répondre cette phrase célèbre : « La garde meurt, mais ne se rend pas ». «(« La guardia muere pero no se rinde, mierda ! »)

Prats mis en joue

10 heures 30 : peu à peu, on a vu les toits environnants qui surplombent le palais se peupler de francs-tireurs, dont la plupart appartient à la police civile — mais, comme ils ne portent pas d'uniformes, on ne sait pas trop dans quel camp ils sont. Par ailleurs, du ministère de la Défense nationale, qui se trouve en face de la Moneda, à une centaine de mètres, des militaires tirent sur les factieux, qui eux-mêmes continuent de tirer sur le palais tandis que de nombreux civils, pris entre plusieurs feux, cherchent désespérément à quitter le champ de bataille.

11 heures : le général Carlos Prats, suivi de l'Ecole de sous-officiers, apparaît à l'angle de la rue Dieciocho et de l'avenue O'Higgins, à 500 mètres de la Moneda. Il est vivement acclamé par la foule qui s'écarte pour le laisser passer. C'est alors que nous assistons, stupéfaits, à un sepctacle peu commun : laissant derrière lui ses hommes, le général Prats, flanqué d'un parachutiste en civil, commence à remonter l'avenue en direction de la Moneda. Il marche au milieu de la chaussée, une mitraillette à la main, impassible. Aux vivats a succédé un silence total, qui va durer 20 minutes.

11 heures 15 : le général Prats aborde le premier tank factieux et ordonne aux hommes de se rendre. Il est obéi et passe au deuxième tank, qui se rend également. Au moment où il aborde le troisième, il est mis en joue par un lieutenant. Il marche alors sur le rebelle, détourne violemment l'arme braquée sur lui et obtient la reddition du tank n° 3. A ce moment, les autres blindés prennent la fuite, mais une partie d'entre eux sera rapidement interceptée par les troupes arrivées en renfort. Les généraux en chef de →



Le général Prats désarmant les tanks factieux

Fausse Justice, vraie dictature

Histoire d'un putsch manqué

→

l'Aviation et de la Marine sont venus se joindre à Prats. Les factieux commencent à se rendre aux loyalistes qui portent des brassards blancs.

13 heures : l'Armée contrôle totalement la situation. Les coups de feu ont cessé. La caserne qui abrite le régiment soulevé s'est rendue également, après un combat assez bref, semble-t-il. Si l'on considère la durée et l'ampleur de l'affrontement, le bilan des pertes n'est pas trop lourd : une dizaine de morts et une centaine de blessés, tant civils que militaires.

16 heures : l'Armée s'est retirée, le centre de Santiago a repris à peu près son aspect habituel, des curieux inspectent le champ de bataille et évaluent les dégâts. L'Unité populaire se rassemble sur la place de la Constitucion. Le Parti démocrate chrétien s'empresse de déclarer « son adhésion au régime constitutionnel et répudie toute tentative de coup de force, d'où qu'il vienne. » Le Parti national est muet. Les activistes d'extrême droite se sont réfugiés dans les ambassades des pays « amis », principalement celle de Colombie.

18 heures : du balcon de son bureau, à la Moneda, le président Allende s'adresse à la foule. Il rend hommage aux victimes et remercie les forces armées, les carabiniers et la police civile « qui ont accompli leur devoir ». A ce moment, le grand homme, le bien-aimé et le plus applaudi, n'est pas Allende : c'est l'héroïque général Prats.

Qui est à l'origine?

L'heure est maintenant à établir l'origine exacte du putsch manqué. Les simples soldats du R.b. n° 2 ont été pris de désespoir lorsqu'ils ont compris ce qu'ils étaient en train de faire. Beaucoup d'entre eux étaient de jeunes recrues sachant à peine manier leurs armes. Certains, abandonnant leur poste, se sont réfugiés dans les maisons voisines où ils racontaient, en pleurant, qu'ils étaient de l'Unité populaire. A première vue, il semble que le commandant Souper ait été abusé par de fausses promesses. Sinon, on ne s'explique pas comment un régiment isolé aurait pu se lancer dans une aventure de ce genre, étant donné l'esprit de corps des forces armées chiliennes. Mais il sera sans doute malaisé de faire toute la lumière sur l'origine du coup de force avorté, d'autant plus que le Congrès, toujours aussi réfractaire, a refusé de voter l'état de siège. Il est possible que les auteurs « intellectuels » du complot ne soient jamais inquiétés ; mais, pour les Chiliens, ce n'est pas cela l'important.

JACQUELINE SORRET

De notre envoyé spécial

Réveil à quatre heures du matin. Transfert sous forte escorte, menottes aux poignets, de la prison — où ils croupissent à quatre ou cinq par cellule — au tribunal où ils se retrouvent à 156, tassés sur des bancs de bois, entre des haies de gendarmes et de soldats en armes, face aux rangées d'avocats — une centaine — face à la Cour : cinq uniformes militaires — dont trois d'adjudant-chef ! — et deux civils : le président Laâbi, tête de blaireau, jeu de sourcils meurtrier, et son assesseur rondouillard, vrai Mr Pickwick de la magistrature marocaine. Au-dessus d'eux, un portrait en pied du roi Hassan II, pensif et délavé. Dans un coin, la djellaba claire du procureur, un homme charmant, qui réclame 137 têtes, mais va discuter le coup en toute amitié avec la défense entre deux audiences et prie tel avocat de ne pas trop bavarder avec les journalistes, en précisant : « La salle est truffée de micros. » Dehors, le bâtiment est ceint de multiples barrages policiers et militaires. Des tireurs d'élite campent sur le toit en terrasse. Deux photographes que ravissent ces déploiements se font confisquer leur pellicule. Les R.g. marocains rôdent sans mystère autour des avocats. Le ciel est bleu et les langoustes succulantes dans les restaurants en plein air de Mehdia, sur la côte proche... Mais les inculpés n'en sauront rien : on les reconduit à la nuit tombante. Tandis qu'un hélicoptère tournoie au-dessus de Kenitra, pour s'assurer que rien ne bouge dans les quartiers bidonvillaires, fort justement baptisés « Hay laâfou » (« Que Dieu ait pitié de nous ») ou « Hay Lahouna » (« Ils nous ont jetés dehors »). Ou encore que tel corps d'armée n'est pas en train de mijoter un coup de main. Car on ne sait jamais : le Maroc vit à l'heure de la suspicion. Des tentatives de putsch — ratées jusqu'à présent. Des règlements de comptes — efficaces, eux — d'un Pouvoir traqué qui fait donner ses tribunaux militaires.

D'où ce procès, à Kenitra, premier d'une série estivale qui s'annonce longue. Ouvert le 25 juin, il durera bien un mois — mais le président a fait savoir d'entrée de jeu qu'« il s'agit de faire vite ». Pour les inculpés, en tout cas, c'est un répit appréciable, une parenthèse entre les sévices de toutes sortes subis pendant la garde à vue — on en parlera beaucoup, n'en déplaise à la Cour, au fil des interrogatoires — et les affres du verdict : la mort pour une vingtaine d'entre eux, estime-t-on côté défense, de lourdes peines de détention pour la plupart, quelques acquittements pour « faire plus vrai ». Car nul ne doute que les jeux sont déjà faits.

Un homme seul

Peut-être est-ce cela qui donnait aux débats d'ouverture l'allure d'exercices de style tragiquement gratuits. Une atmosphère irréelle et poignante, où la verve procédurière et complaisante des avocats, du procureur et du président — ce maître juriste accumulant allègrement les sottises, en vertu de ses pouvoirs discrétionnaires — passait bien au-dessus de la plupart des crânes tondus, des visages burinés, craintifs, las ou indifférents



La salle d'audience du procès de Kenitra.



des accusés — gens d'âge pour la plupart, fellahs du Sud-Est marocain, ouvriers, petits artisans, petits fonctionnaires, rassemblés pêle-mêle autour de la douzaine d'intellectuels et de cadres de l'Union nationale des forces populaires — opposition de gauche au régime — qui, bien que leurs dossiers soient quasiment vides, sont les véritables proies désignées de ce procès, et dont le Pouvoir veut la peau. Parmi eux, quatre dirigeants de la « branche de Rabat » du parti, la plus à gauche, la plus active, qu'il s'agit de briser et d'isoler dans l'opposition — en faisant parallèlement miroiter une éventuelle participation gouvernementale aux éléments réactionnaires et aux syndicalistes corporatistes de l'Union marocaine du travail — qui se recommandent de la « branche de Casa » du parti — ainsi qu'à l'opposition de droite, le parti de l'Istiqlal.

La mutinerie des cadets de Skirat en 1971, la tentative d'Amokrane et de ses conjurés, un an plus tard, furent deux crimes de lèse-majesté que le roi a fait expier dans le sang : belle occasion de mettre au pas les jeunes turcs de l'armée. Les unités sont désarmées, leurs déplacements surveillés. La garde du Palais royal à Rabat est confiée à des éléments pris aux divers corps d'armée, afin qu'ils se neutralisent réciproquement — et même, dit-on, à des mercenaires belges ex-Katangais. Méfiance légitime. Car qui ne redoute — ou n'appelle — aujourd'hui un nouveau coup de force ?

Hassan II, en tout cas, se retrouve seul. La police — les polices, que dirige le colonel Dlimi depuis le « suicide » du général Oufkir — quelques ministres, technocrates véreux, une administration passive et attentiste, des



féodaux à profusion — cela suffit-il à la survie d'un régime autocratique, népotique, corrompu et pilleur — bref, universellement impopulaire ? On s'en est ému jusqu'à Washington et, du coup, le roi doit livrer une véritable course de vitesse, pour anihiler au plus vite toutes les forces qui pourraient constituer une solution de rechange viable au Trône chancelant. En même temps qu'il s'efforce d'élargir sa « base populaire » en multipliant les gestes démagogiques : annonce à grand fracas de l'envoi de troupes sur le front palestinien — elles ne sont jamais parties — marocanisation des intérêts étrangers, français surtout, au profit de quelques bourgeois marocains ; mesures de « socialisation » des terres, entraînant la formation d'une nouvelle classe de petits féodaux...

Palliatifs ou supercheries ? La seule planche de salut véritable que connaisse le régime demeure la répression policière, la torture, et un certain usage de la Justice — militaire de préférence : contre l'Armée hier, contre la gauche et l'extrême-gauche aujourd'hui.

Le coup de l'amalgame

A Kenitra, par le recours à l'arbitraire du flagrant délit — instruction confiée à la police, avocats commis d'office à la veille de la séance d'ouverture, refus de communiquer à la défense le procès-verbal général de l'instruction... — et par la pratique de l'amalgame, le Pouvoir entend démontrer l'impossible : la responsabilité de l'opposition de gauche (légaliste) dans l'organisation d'« actes subversifs » — attentats à la bombe dans les villes, coups de mains armés dans les campagnes autour de Khenifra et de Goulmima effectués le 3 mars dernier — qui constituent l'essentiel de l'acte d'accusation.

L'audition des premiers accusés a clairement démontré l'inanité d'une telle démarche. Le second inculpé appelé à la barre, Omar Dahkoun, responsable du « réseau subversif urbain », a mis en pièces l'argumentation de l'accusation, en revendiquant les actes qui lui sont reprochés et en exposant, au plus grand embarras du tribunal, ses motivations : venger la mort de Ben Barka, traquer les agents du sionisme et de l'impérialisme américain au Maroc, contribuer par là à la lutte du peuple palestinien.

Le Pouvoir voudrait certes faire d'une pierre deux coups : éliminer une opposition de gauche devenue dangereuse et exorciser le spectre d'un soulèvement armé dans le pays, désormais à l'ordre du jour, depuis qu'un nombre croissant de militants, après plus de dix ans de répression policière, se détournent de l'action légale.

A se tenir à cette politique, il risque seulement une chose : faire basculer le plus grand nombre dans la clandestinité. A cet égard, les armes modernes alignées sur une table devant les magistrats militaires de Kenitra sont moins des pièces à conviction qu'un avertissement pour le régime. Un avant-goût, peut-être, de l'avenir du Maroc.

GERARD L HERBIER

Cap à gauche

L'Italie va-t-elle enfin sortir de la grave crise dans laquelle elle se trouve plongée depuis plusieurs mois ? En tout cas, la constitution du nouveau gouvernement de centre gauche dirigé par Mariano Rumor constitue un considérable changement d'orientation et plus conforme aux vœux exprimés par les électeurs italiens en mai 1972 que le gouvernement de centre droit présidé pendant un an par Gulio Andreotti.

Celui-ci avait été sévèrement accusé par la gauche, il y a quelques semaines, de complaisances envers l'extrême droite néo-fasciste, surtout après l'attentat de Milan — qui avait précisément failli coûter la vie à Mariano Rumor. Dans un discours au Sénat, le vieux leader socialiste Pietro Nenni avait dressé un réquisitoire impitoyable contre la lente fascisation du régime. La politique d'Andreotti avait été vivement critiquée au sein même de la Démocratie chrétienne qui, en se redonnant pour chef Amintore Fanfani lors de son récent congrès, avait à nouveau ouvert la porte à l'entrée des socialistes au gouvernement.

Ce n'est cependant qu'après avoir obtenu satisfaction sur plusieurs conditions que ceux-ci ont accepté de tenter une nouvelle expérience de participation gouvernementale.

La première de ces conditions était l'élimination des éléments les plus à droite de la Démocratie chrétienne : ni le président du Conseil sortant Andreotti, ni l'ancien secrétaire général de la Démocratie chrétienne, Aldo Forlani, ni deux ou trois autres ministres sortants, hostiles à la collaboration avec la gauche, ne font partie du nouveau gouvernement. En revanche, des représentants de l'aile gauche démocrate-chrétienne comme Carlo Donat-Cattin et Ciriaco De Mita y occupent des postes importants dans le domaine économique et social.

Pas de rupture avec les communistes

La seconde condition était le retour d'Aldo Moro aux Affaires étrangères. Celui-ci, qui a été le véritable initiateur du « centre gauche » de 1963 à 1968, a surtout toujours été l'homme du dialogue à la fois avec le P.c. italien — Palmiro Togliatti le tenait en haute estime — et avec les pays de l'Europe de l'Est. Son retour à la tête de la diplomatie italienne est certainement l'un des éléments que le P.c.i. prendra en considération pour fixer son attitude face au nouveau gouvernement. Or, pour les dirigeants du Parti socialiste, il ne pouvait être question d'une participation gouvernementale si celle-ci devait conduire à une rupture avec le Parti communiste.



Mariano Rumor.



Amintore Fanfani.

Enfin, les socialistes ont obtenu des postes ministériels qui sont, dans les circonstances que traverse actuellement l'Italie, de toute première importance : Mario Zagari à la Justice et Luigi Bertoldi, membre de l'aile gauche du Parti, au Travail et à la Sécurité sociale, assument de lourdes responsabilités mais dans lesquelles ils vont pouvoir faire prévaloir des conceptions bien différentes de celles du gouvernement précédent.

De même, Antonio Giolitti qui retrouve le ministère du Budget et de la programmation économique qu'il a déjà occupé entre 1963 et 1968. Il y revient avec un programme détaillé de réformes et de développement pour surmonter la crise actuelle dans une perspective de progrès social. C'est, en effet, sur ce thème et sur son initiative que s'est tenue à Rome, il y a deux mois, une convention nationale du Parti socialiste. Au terme d'un important discours, Giolitti avait défini les mesures à prendre « pour donner une dimension sociale et populaire à l'entreprise visant à faire de l'Italie une composante dynamique de la Communauté européenne ». C'est bien l'objectif général du nouveau centre gauche. Il s'agit maintenant, et ce n'est jamais le plus facile, de le faire passer dans les faits. En tout cas, la nouvelle équipe dispose de quelques mois pour tenter de redresser la situation. Si elle n'y réussissait pas, la droite, aujourd'hui écartée, risquerait de revenir en force.

GIANCARLO BERTOCCI

A qui Andorra ? Pas aux Andorrans !

Le 10 juillet, le syndic des Vallées d'Andorre est arrivé à l'Elysée pour verser à Georges Pompidou les 1920 F qui représentent le tribut que la Principauté doit chaque année à son coprince français. Le coprince espagnol, l'évêque d'Urgel, sans doute parce qu'il est d'Eglise et détaché des biens de ce monde, est réglé en jambons. En vertu d'une Constitution qui date de 1278, c'est-à-dire de la fin des Capétiens directs.

Mais à l'occasion et si le vœu du Conseil des Vallées est respecté, le syndic posera quelques questions à l'administration française. Notamment au sujet des licences d'importation qui font d'Andorre un paradis économique, sans que la majorité des Andorrans en tirent un quelconque profit. L'installation de six banques : une française, la B.n.p., et cinq espagnoles — l'Opus Dei est aussi passé par là — souligne le caractère florissant des opérations faites dans cet Etat d'un autre âge.

Certes, les Andorrans font partie des gens qui payent le moins de taxes et d'impôts d'Europe. Ils sont 7 500, classés en trois catégories en fonction de l'ancienneté de la présence en Andorre. A côté d'eux, 16 000 non Andorrans qui, en droit, n'existent pas. Des institutions à faire rêver Raymond Marcellin : la grève et les associations revendicatives ne sont pas reconnues. Le Viguier général cumule les pouvoirs exécutif et judiciaire et le Conseil des Vallées garde le pouvoir législatif. Les élections, à partir de listes personnalisées, sont aussi « apolitiques » que possible... c'est-à-dire qu'elles donnent des majorités de droite. Et seuls votent les Andorrans des 2e et 3e générations, soit le quart de la population résidant aux Vallées.

Alors, des Andorrans, notamment parmi la jeunesse, s'interrogent. Est-il utile de servir de plaque tournante pour de fructueuses opérations commerciales ? Est-il normal que la France se soit arrogé unilatéralement le droit de représenter internationalement la Principauté d'Andorre, comme cela vient d'être le cas à Helsinki — alors que Monaco, le Liechtenstein et la République de Saint-Marin y siégeaient en Etats souverains ? Quel est l'intérêt pour les Andorrans d'un émetteur radio contrôlé par la France et par l'Espagne ? Et puis, pourquoi pas des institutions un peu plus démocratiques ?

Ceux qui ne partent pas

Un samedi de juillet, à 800 mètres des portes de Paris. Des enfants jouent dans le jardin sans arbres et sans pelouse. Au bas d'immeubles qu'on ne voit plus parce qu'ils sont partout. Qui paraissent si tristes lorsqu'on les regarde et qu'on n'y vit pas. Et qu'on ne voit plus lorsqu'on y vit. Ces enfants-là n'ont pas pris le premier train des départs en colonies. Et certains d'entre eux ne prendront pas le second. Ils resteront à la maison. Avec toute la famille.

Il est parfois difficile d'imaginer que — comme l'annoncent la radio et les journaux — la France entière ne soit pas allée chercher au soleil la réconciliation avec une certaine douceur de vivre. Car les magasins ferment, les usines aussi. Les plages et les camps de camping sont surchargés. Et les statistiques annoncent chaque année un taux de départs croissant. La saison à peine entamée, Jean-Pierre Dannaud, commissaire général au Tourisme, a annoncé que près de 48 % des Français prendront ou ont déjà pris des vacances au cours de l'été 1973. Son bulletin de victoire s'assortit de réflexions étranges. Si l'on va à la campagne, c'est que la vie « y est moins chère ». A croire que pour les autres 52 % de Français, cela n'a pas suffi.

De 1965 à 1969, le taux de départs n'avait pratiquement pas varié : 41,5 % pour les ménages d'ouvriers. En 1970, il est passé à 43,5 %. Cela après les hausses de salaires obtenues en mai 1968. En 1973, après les hausses du coût de la vie, et en prévision d'une rentrée difficile, combien de Français sont-ils restés à tondre leur pelouse — lorsqu'ils en avaient une — combien sont-ils seulement allé pique-niquer en forêt, cherchant l'illusion du changement ? Ou, tout simplement, combien sont allés travailler ? Et pas pour l'amour du métier, mais pour des raisons financières.

Un choix injuste

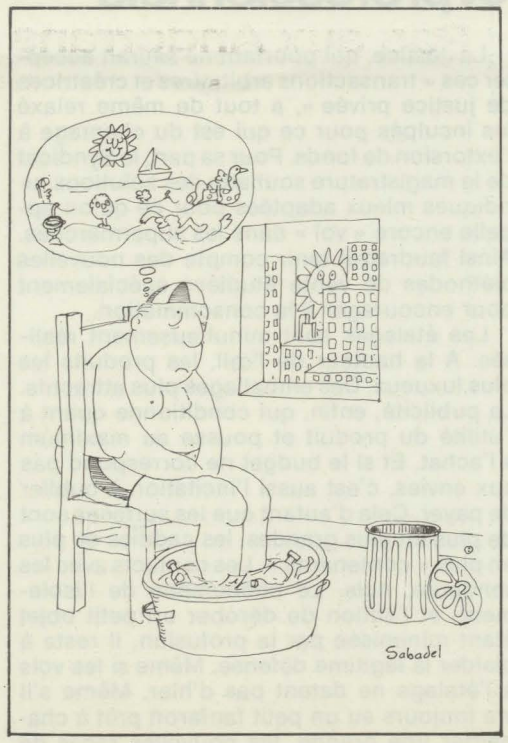
Un Parisien sur trois restera à vivre sa vie de tous les jours, peut-être plus détendu, plus libre. Dans le triptyque célèbre métro-boulot-dodo, à quoi échappera-t-il ?. Les personnes âgées se retrouveront assises sur le même banc, un peu trop fatiguées pour affronter le voyage, beaucoup trop « gênées » pour l'envisager. Les gosses iront de temps en temps au centre aéré, les parents « en profiteront » pour repeindre l'appartement — août est une bonne saison pour le bricolage, les magasins spécialisés font des prix d'été ; au B.h.v., la grande quinzaine de la maison s'étale sur tout le mois.

« Ça m'est complètement égal de me priver de vacances. Depuis deux ans, avec les frais du pavillon, ce n'est pas possible. Avant, je ne le pensais pas. » Avant, c'était un deux-pièces rue du faubourg Saint-Denis. Là, Yvette et Jean-Michel s'étaient habitués à se priver de cinéma. En rêvant au pavillon de Gargenville, à 45 km de Paris, presque dans les champs.

Ils sont mariés depuis sept ans. Il y a



Sophie et Bruno. Et Yvette — concierge à Neuilly pendant le mois de juillet — est toute réjouie. Vivre dans cet immeuble de Neuilly, à deux pas du Bois, c'est déjà un changement. Avec son salaire, elle participera au remplacement de la chaudière du pavillon. L'année dernière, elle avait « gagné » son solex. Pour faire les courses dans sa campagne. Sa bonne humeur n'est pas un secret ; les enfants au jardin, des fleurs, le calme.



D'ailleurs, les vacances précédentes n'étaient pas de « vraies » vacances : elle était allée chez ses parents.

La maman de cinq enfants qui, depuis des années, a « choisi » de ne pas partir, c'est aussi pour boucler la fin de mois plus aisément. Pour « arranger » son intérieur. Elle a choisi la joie de tous, toute l'année.

« Soit les vacances, soit la rénovation de la maison, soit un achat. Le choix est injuste. Profondément. L'indemnité de vacances ne devrait pas être faite pour entrer dans le budget normal du ménage. Lorsqu'une seule personne la perçoit, il faut la partager... Elle devrait servir pour partir, pour se reconstituer physiquement. Mais on s'aperçoit que la prime se répartit au niveau de la famille pour tout autre chose. En aucun cas on ne devrait sacrifier les vacances. »

Il est révolté, Pierre Merlin. Certains de ses copains, ouvriers des petites usines des Lilas, aussi. De ce syndicaliste de la métallurgie, on garde l'image d'un homme disponible, capable de pudeur. Rond, un peu rougeaud, encore jeune. S'il n'a pas les mains dans le moteur d'une quelconque voiture, il « veille » sur ses camarades. Ses vacances, il en passera une partie auprès de ses parents, à taquiner le goujon dans le Morin. Le reste du temps aux Lilas. Dans une maison basse et rafistolée, encastrée avec quelques autres entre les tours d'H.l.m. poussées anarchiquement.

Dans ce quartier anachronique de cités-jardins, aux ruelles à peine visibles, plantées de bicoques et de carrés fleuris, Merlin traîne sa ferveur. Il parle avec l'assurance du militant ouvrier : « Dire que tout le monde part

→

Les chevaliers de la fauche

Ceux qui ne partent pas

→

en vacances, c'est faux, c'est mentir, c'est tromper l'opinion publique. Aux Lilas, ceux qui ont pu partir l'année dernière vont encore partir au plus juste. Chez des parents, par un organisme de tourisme social, par le comité d'entreprise, ou en camping. Mais, au lieu d'un mois, ils partiront 15 jours. D'autres ont rayé les vacances du calendrier : on reste, on envoie les gosses à la campagne. Et, dans les cas les plus dramatiques, on fait partir un gosse ou deux. L'année suivante, ce sera au tour des autres. Ceux qui habitent la proche banlieue peuvent bricoler au jardin, ou à la maison. Dans les H.l.m., ça se passe en parties de boules, de cartes... Ou une petite virée pas trop loin. D'autres encore vont chercher à travailler « au noir ». Dans l'entreprise, si elle ne ferme pas. Ou cherche à se faire embaucher ailleurs. Pour qu'il n'y ait pas trop de trous dans le budget et pour payer la rentrée des classes. »

«Tout tombe en même temps»

C'est le cas du peintre en bâtiment de Villeneuve, c'est le cas de Jean-Michel, qui continuera à être garçon de café. C'est aussi le cas d'un couple qu'on est tenté de qualifier « aisé ». A Cesson-la-Forêt, la vie semble agréable, un joli pavillon — avec un toit comme à Avoriaz — dans un ensemble perdu dans les bois. Et une piscine — quand le promoteur ne la vide pas — quelques meubles neufs, un cadre digne d'un magazine. « On fait largement 4 000 F par mois. Pour vivre à trois, ça peut paraître bien. Avec le crédit foncier, l'épargne logement, les charges, c'est tout juste pour s'en sortir. Il nous faut faire des heures. Travailler dans la couture à domicile, c'est 5,50 F de l'heure. Alors, comme on travaille à la pièce, on ne prend pas de jours de repos. Une journée par semaine pour les livraisons et le ménage. Il y a deux mois durs dans l'année : décembre et juin. Tout tombe en même temps. Il a fallu débourser 6 000 F. 800 F de crédit mensuel pour la maison, c'est le prix d'un loyer à Paris. Le sacrifice n'est pas vain, et notre seul plaisir est d'être au large, au calme. Et ensemble. »

Mesurer le « phénomène vacances » à travers les titres des journaux, c'est oublier qu'un Français sur deux seulement met la clé sous le paillasson. Malgré le besoin, malgré le désir. Et même ce chiffre mériterait discussion. Car il faut savoir que pour l'Insee — qui comptabilise tout — partir en vacances c'est « être absent du domicile principal pendant au moins quatre jours consécutifs. Pour des motifs qui ne sont pas d'ordre professionnel et qui ne tiennent pas à des raisons de santé. »

Quatre jours... Accompagner les enfants dans la famille, ce serait donc prendre des vacances. Alors, lorsqu'on vous parlera de la civilisation des loisirs...

JOSETTE BARBIER

« Souriez, vous êtes dans le champ de la caméra, ce système de détection des voleurs, qui fait baisser les prix ». Cette pancarte dissuasive relevée dans un magasin américain joue franc jeu. Psychologiquement. L'avertissement doit non seulement faire entrevoir au fraudeur éventuel son « arrestation », mais il fait appel à son « bon sens » : puisque il y a perte sur notre profit à cause de vos vols, nous calculons nos prix en conséquence.

Parce qu'on a constaté les pertes les plus considérables dans les magasins de plus de 400 m2 — en moyenne de 0,50 à 2 % du chiffre d'affaires, ou plus, lors de la mise en exploitation — les grandes surfaces françaises adoptent le système de l'auto-défense. Elles majorent les étiquettes. C'est la récupération aux dépens de tous les consommateurs. Pour cette raison, le tribunal de Grenoble, qui avait refusé d'accorder des dommages-intérêts à un plaignant — le directeur d'un magasin — vient de voir son jugement confirmé par la Cour d'appel.

La « récupération » ne suffisant pas, les patrons de supermarchés sont passés à l'étape suivante : faire justice eux-mêmes. L'autre semaine, à Poitiers, on jugeait le voleur et le volé. C'est que le directeur du plus grand supermarché de la ville en usait ainsi. En « pinçant » le fraudeur, il lui laissait le choix : ou bien le magasin portait plainte ; ou bien il fallait rembourser l'objet volé, plus un petit quelque chose — une amende immédiate — pour les « bonnes œuvres ».

Occasionnels et professionnels

La Justice, qui pourtant ne saurait accepter ces « transactions arbitraires et créatrices de justice privée », a tout de même relaxé les inculpés pour ce qui est du chantage à l'extorsion de fonds. Pour sa part, le Syndicat de la magistrature souhaite des solutions juridiques mieux adaptées pour ce qu'on appelle encore « vol » dans les supermarchés. Ainsi faudrait-il tenir compte des nouvelles méthodes de vente étudiées spécialement pour encourager à la consommation.

Les étalages sont minutieusement réalisés. A la hauteur de l'œil, les produits les plus luxueux. Des emballages plus attractifs. La publicité, enfin, qui conditionne quant à l'utilité du produit et pousse au maximum à l'achat. Et si le budget ne correspond pas aux envies, c'est aussi l'incitation à oublier de payer. Cela d'autant que les surfaces sont de plus en plus grandes, les caddies de plus en plus « contenants ». Les contacts avec les vendeurs, nuls. Le phénomène de l'isolement, et l'action de dérober un petit objet étant minimisée par la profusion, il reste à plaider la légitime défense. Même si les vols à l'étalage ne datent pas d'hier. Même s'il y a toujours eu un petit fanfaron prêt à chaparder une orange, les nouvelles races de magasins font les nouvelles races de clients. Celle des « faucheurs occasionnels », par opposition à celle des professionnels. Les techniciens qui flairent le surveillant. Ceux qui sont organisés, avec ou sans complices.

Tous les moyens sont bons à ces imaginatifs de la « fauche ». La dame qui arrive quasiment nue sous son manteau et repart avec une garde-robe. Cette autre qui dissimule un jambon de 12 kg entre ses jambes... une experte. Mais il y a aussi les petits trucs classiques. Dissimulation dans un journal, un cabas ou « dans une grossesse avancée »...

Les kleptomanes — les voleurs névrotiques — sont peu nombreux (1 %). Les moins de 17 ans, eux, représentent 20 à 25 % des voleurs arrêtés. S'ils s'attaquent surtout au rayon disques — sans savoir que c'est le rayon privilégié du commerçant, sur lequel se réalise 40 à 50 % de la marge bénéficiaire — la motivation serait liée au goût du risque. Il n'empêche que les supermarchés sont trop souvent le banc d'essai qui mène à la délinquance.

Miroirs et caméras

Cet accroissement de la « démarque inconnue » et, en particulier, celui des vols — qu'ils soient ceux de la clientèle, du personnel ou d'éléments extérieurs — inquiètent les responsables. On sait que les ménagères commettent le plus grand nombre de vols ; que les rayons les plus visités sont ceux des marchandises générales, en particulier la droguerie-bazar-ménage-parfumerie ; que la confiserie a les honneurs du rayon alimentation, parce qu'on peut la consommer sur place.

Mais ces chiffres n'ont qu'une valeur toute relative, puisqu'il s'agit des mêmes catégories sociales qui fréquentent les supermarchés. Tout comme la participation des hommes n'est pas négligeable — soit le tiers — alors que rares sont ceux qui « font les courses ».

Pour faire régresser la « fauche », les dirigeants d'entreprises commerciales multiplient les mesures. En dernier ressort, la répression ; mais l'intervention de la police risque de « nuire à l'ambiance ». Reste à faire confiance aux miroirs, aux caméras — parfois fausses — et aux surveillants. Et sans doute la vague de procès qui projette dans l'actualité ces petits faits de tous les jours feront réfléchir ceux à qui il arrive, de temps à autre, de glisser un article dans leur panier.

Il y a encore de ces consommateurs qui, conscients des bénéfices des gros commerçants, calculent en petit pourcentage sur leur addition. Une idée proche de celle des quelques jeunes gauchistes qui ont, un jour, décidé de dévaliser Fauchon. Mais ils ont, eux, redistribué leur butin dans les bidonvilles.

J.B.

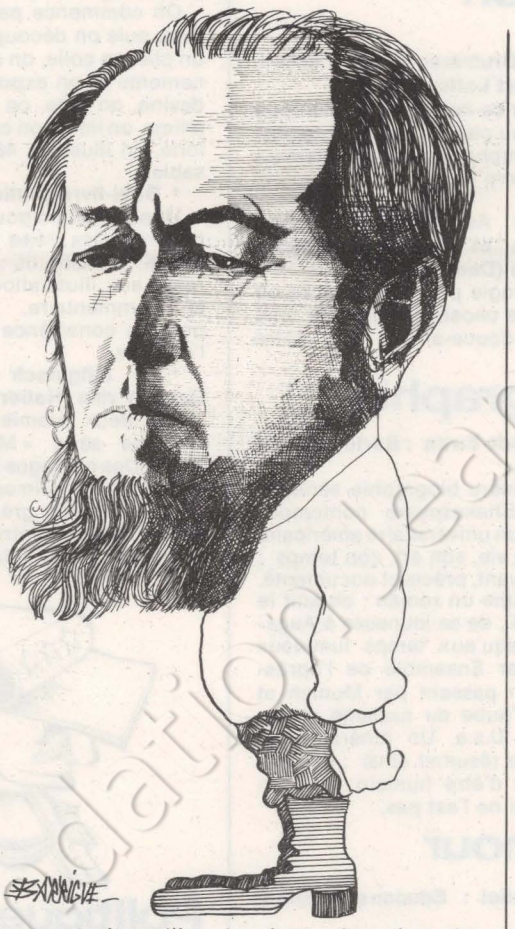
Un calme entêtement

Une œuvre romanesque cache rarement son auteur, même lorsqu'il semble regarder ses personnages avec le talent d'un entomologiste. Un essai littéraire se prête mieux au camouflage. Le jugement n'exprime qu'une passion, qui n'est qu'une des facettes — et pas la moins éclairée — de chacun d'entre nous. Pour aller au fond de l'auteur, il faut aller au-delà de ce qu'on appelle la littérature.

Pierre Daix, sous le titre « Ce que je sais de Soljenitsyne » (Le Seuil, collection Combats), a écrit un livre sur Pierre Daix. Pour l'avoir sans doute senti à la relecture, il s'en défend. Et aussi parce que membre du Parti communiste français, l'ancien rédacteur en chef des « Lettres françaises » avait besoin de se protéger du « personnalisme », un de ces mots en isme que l'affreux langage du marxisme figé épingle sur ceux que ses utilisateurs veulent détruire. Au risque d'apporter un témoignage au procès de Daix — si tant est qu'on lui en fait un — je confirme mon opinion : Pierre Daix a écrit sur Pierre Daix.

Non point que Soljenitsyne ait été un prétexte. Au contraire. Il est à la fois le révélateur et le père. Pas seulement pour Daix, mais pour beaucoup d'intellectuels communistes qui n'ont pas tous la force de dévoiler cet immense désespoir dans lequel les a plongés la révélation que ce qui était dit sur l'Union soviétique par l'ennemi de classe correspondait à la réalité. « Il n'y allait pas seulement... du sens de ma propre vie », dit Pierre Daix. Peut-être, une fois la force du coup usée par le temps. Mais lorsque le coup fut donné, aucun doute. La stupeur qui suivit les révélations du XXe congrès n'était pas feinte. Certains en moururent ; rarement physiquement, le plus souvent politiquement. Des hommes mûrs, endurcis par le combat clandestin, pleurèrent en se demandant si ce qu'ils avaient fait avait encore une signification. Quelques-uns allèrent hurler avec les loups d'en face, comme si le reniement rapide était la seule façon de retrouver sa bonne conscience.

D'autres choisirent de rester communistes. Y compris lorsque tout, dans leur attitude, montrait qu'ils n'avaient plus rien de commun avec la terre du communisme telle que deux décennies de stalinisme l'avaient rendue. Daix a été de ceux-là. Le rescapé des camps nazis alla rejoindre dans leurs combats les rescapés des camps sibériens. « Une journée d'Ivan Denissovitch », publiée sur la lancée de la déstalinisation, provoqua la fixation.



Car Soljenitsyne était et est exemplaire. L'évolution de l'Union soviétique le laisse en vie, avec quelques autres. La pression internationale l'a, jusqu'à maintenant, préservé de la clinique psychiatrique. Et la force de caractère qui est certainement une de ses grandes vertus lui donne la capacité de continuer à combattre, malgré les brimades médiocres et révoltantes que lui inflige la bureaucratie « néo-stalinienne » et qui tendent à lui interdire d'écrire et à la condamner à vivre matériellement de la charité privée.

Daix a choisi d'être avec Soljenitsyne contre l'U.r.s.s. officielle. Le choquerai-je en pensant que ce choix constitue, à ses yeux, la seule forme de réhabilitation concevable pour un homme qui n'accepte pas que la politique se sépare de la morale ? « Le stalinisme a fondé son pouvoir sur l'incompatibilité de la politique et de la morale. Il a affirmé la primauté du politique, laissant à la morale la possibilité de s'exprimer sur les seules questions que la politique choisissait pour elle. Là, le dilemme était clair. Se taire revenait à avaliser le mensonge politique » (p. 149). C'est bien le centre du débat. Peut-être Daix n'avait-il jamais rien lu du Blum des années vingt ? S'il l'avait fait, il aurait été préparé au choc.

Le communisme a aujourd'hui mille visages. Ceux d'un mouvement éclaté politiquement au-delà des litanies unitaires. Ceux — plus encore — des consciences individuelles qui se sont libérées, souvent sans le savoir, du moule dans lequel on tentait de les façonner. En U.r.s.s. même, la certitude existe que l'homme possède d'extraordinaires facultés de défense de soi. Ceux qui n'avaient pas confiance dans ces facultés, qu'ils soient communistes ou anticommunistes, ont imaginé que tout resterait figé. Aujourd'hui encore, il feignent de penser que l'équilibre est atteint et se comportent comme si, tout étant oublié ou effacé, les temps de la certitude étaient enfin revenus. Ce n'est pas vrai. La pression que maintiennent les autorités soviétiques, dans les domaines de la pensée, de l'art, de l'information et des déplacements à l'étranger prouve que, puisqu'il faut un couvercle, la marmite boue toujours. En défendant avec un calme entêtement l'œuvre et l'action de Soljenitsyne, Pierre Daix, communiste éloigné de la responsabilité politique, témoigne que personne n'est à l'abri de ce bouillonnement.

GEORGES FRAMERIES

Télé-sélection

VENDREDI 13 JUILLET

Au magazine 52 : les grandes manœuvres de l'armée française, Lip, les nomades de Mauritanie (20 h 30, ch. 3).

Pour déjouer les plans diaboliques des oiseaux de vos vacances : « Les oiseaux », le film magistral d'Alfred Hitchcock (20 h 35, ch. 2).

Malraux et l'Asie : 50 ans de passion pour 5000 ans de civilisation. Une édition spéciale du magazine Plein cadre (21 h 30, ch. 1).

SAMEDI 14

Les championnats de France de natation (16 h 10, ch. 1).

La caméra explore le temps, de Stellio Lorenzi, Alain Decaux et André Castelot : « La nuit de Varennes », la fuite du roi et la Révolution en marche (21 h, ch. 1).

DIMANCHE 15

Un joli film, un peu mou, de Philippe de Broca : « Les caprices de Marie » (20 h 45, ch. 1).

Le « Musée imaginaire » de Jean Rouch, ethnologue, africaniste et cinéaste (21 h 20, ch. 2).

« La guerre de pacification en Amazonie » : c'est le nom donné par les autorités brésiliennes à l'extermination des Indiens. C'est aussi une émission — retenue par la censure pendant trois mois — où Yves Billon pose certaines questions — pas toutes — sur l'ethnocide (22 h 15, ch. 1).

« Le harpon rouge », un très ancien Howard Hawks presque inédit, avec Edward G. Robinson (22 h 25, ch. 2).

LUNDI 16

Le premier film « réaliste » sur la paysannerie française : « Farrebique », de Rouquier (14 h 20, ch. 1).

MARDI 17

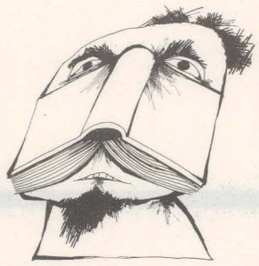
« Les Misérables », de Jean-Paul Le Chanois, et un débat aux Dossiers de l'écran sur l'évolution de la Justice (20 h 35, ch. 2).

Palazuelo et Chillida « du côté de chez les Maeght » (21 h 35, ch. 3).

JEUDI 19

« Il Posto » (1963), d'Ermanno Olmi : le néo-réalisme réinventé dans un film intimiste « en mineur » (20 h 35, ch. 1).

Au risque de vous faire passer de bonnes vacances



Roman

*** Paul Gadenne : Les hauts-quartiers (Le Seuil).**

Si « L'Idiot » de Dostoïevski fut le plus convaincant procès de l'ordre tsariste, le livre de Gadenne est le plus violent réquisitoire dressé par un homme de lettres du XXe siècle contre l'ordre bourgeois de l'Occident. 645 pages qui ont la violence, la limpidité, la dimension des quelques feuillets d'« Aden-Arabie » de Nizan. S'il est « un roman dans le siècle », c'est bien celui-là. Si une « Comédie humaine de notre époque » a été écrite, c'est bien par Gadenne. Cette œuvre immense écrase tous les couronnés des prix littéraires depuis la Libération.

Contes

*** Alain Rais : Sursis pour Epeuze (Flammarion).**

Il est peu d'ouvrages que l'on puisse lire à haute voix, à l'intention des autres, peu de livres dont on puisse faire un spectacle impromptu. Les contes et fabliaux d'Alain Rais entrent dans cette rare catégorie : ils sont facétieux, caustiques, méchants, joyeux ; entraînants. Un conteur comme Jean-Pierre Chabrol pourrait les dire devant un public nombreux. Ils s'écoutent comme ces histoires en différentes langues et parlers régionaux qui hantaient, il y a quelques années encore, les coins de cheminées ou les tables de bistrots des villages des provinces de France.

Littérature

*** Jean Lacouture : André Malraux, une vie dans le siècle (Le Seuil).**

Un contemplateur plus qu'un acteur, un idéaliste bourgeois plus qu'un révolutionnaire, un mythomane plus qu'un historien, un aventurier plus qu'un politique : tel se révèle Malraux débusqué par Lacouture. Cette biographie est spécialement incisive et mordante : faisant la part du feu, elle décape la légende pour faire apparaître l'homme. Comédien sincère ? C'est peut-être, au terme de sa vie époustouflante, la meilleure définition de Malraux qui, sans être dupe, a dupé ses contemporains.

Poésie

*** Jacques Prévert : Choses et autres (Gallimard).**

Le piéton émerveillé de Paris, de Londres, des rues ensoleillées de 1936 ou de 1968, le bavard génial de Saint-Germain-des-Prés, le poète de la vie immédiate, l'homme tranquille à l'implacable fusil à images, l'amoureux, le grand frère fidèle, Jacques l'indomptable, bref le revoilà ! Prévert n'a pas besoin d'utiliser un titre — ministre ou académicien — pour que ses livres se lisent : en 25 ans, « Paroles » s'est déjà vendu à plus de 1 500 000 exemplaires ! Prévert a aujourd'hui 73 ans. « Choses et autres » paraît être le livre d'un adolescent.

Science-fiction

*** John Brummer : Tous à Zanzibar (Robert Laffont).**

Un science-fiction à lire, que vous n'aimiez ou pas le genre. Le capitalisme triomphant ou ce que demain nous réserve si...

*** Isaac Asimov : Fondation ; Fondation et Empire ; Seconde Fondation (Denoël).**

Une trilogie plus que célèbre où il y a autre chose que du rêve. Une critique douce-amère de notre monde.

Biographie

*** Frédéric Ewen : Bertolt Brecht (Le Seuil).**

La première biographie sérieuse de ce « Shakespeare contemporain » par un universitaire américain. Brecht, sa vie, son art, son temps : un récit vivant, précis et documenté. Se lit comme un roman : on suit le héros, B.B., de sa jeunesse à Augsbourg, jusqu'aux temps lumineux du Berliner Ensemble de l'après-guerre, en passant par Munich et Berlin à l'aube du nazisme et par l'exil aux U.s.a. Un itinéraire qui pourrait se résumer ainsi : de l'impossibilité d'être humain dans un monde qui ne l'est pas.

Humour

*** Sabadel : Educons (Editions du Cerf).**

Coups de plume acerbes, traits pointus. Sabadel égratigne gratis : tout ce qui a part à l'éducation, au « conditionnement » des petits FrançaissousPompidou-Badinguet. Les ministres des Affaires sociales et de l'Education nationale, le triste P.d.g. de l'O.r.t.f. devraient se pencher attentivement sur les dessins de Sabadel : ils s'y contempleraient comme en un miroir fidèle. Plusieurs de ces dessins sont parus, au fil des semaines, dans « l'Unité ».



Enfants

*** Jacqueline Ost : Comment fait-on le pain ? (Casterman).**

Une collection sérieuse et rigoureusement illustrée, destinée à répondre avec précision à toutes les curiosités légitimes de l'enfant. Autres sujets traités, outre le pain : le café, le vin, le sucre, le chocolat, le livre.

*** Jean Monnerot : Jouons en voiture (Odège).**

Les vacances, pour tous c'est d'abord des centaines de kilomètres en voiture ou en train. Ce petit livre permettra aux enfants de prendre leur mal en patience : 25 jeux pour supporter les embouteillages et les bouchons.

*** Yvette Pitaud : Manipule (Quist Roy-Vidal).**

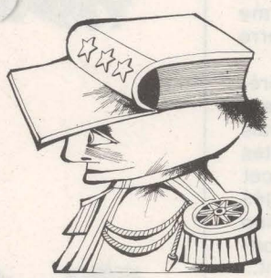
On commence par manipuler ce livre, puis on découpe, on façonne, on plie, on colle, on conteste, on ornemente et on expose. Ou bien on devine, on crée, on transfigure, on anime, on imite, on complète, on colorie, on illustre... 48 pages inépuisables.

*** Babi-livre (Hatier).**

Une collection pour les premières lectures. Des livres pour se reconnaître : l'adulte lit : l'enfant s'intéresse aux illustrations et, à travers le commentaire, commence à prendre conscience du monde qui l'entoure.

*** Ali Mitgutsch : Sur l'eau ; Dans la ville (Hatier).**

Les deux premiers livres de la nouvelle série « Mille choses à voir ». Des ouvrages basés sur le foisonnement des images où l'enfant peut, selon son gré, inventer sans fin des relations entre les différentes composantes de l'illustration.



Politique

*** Ralph Nader : Main basse sur le pouvoir (Edition spéciale).**

Aux Etats-Unis, une élection coûte des centaines de millions d'A.F. : affiches, journaux, cadeaux publicitaires, réunions, locations d'avions, secrétariat. Qui fournit l'argent ? Contre quels avantages ? Nader, entouré d'un millier d'enquêteurs, s'est aventuré dans la jungle du conservatisme, de l'Establishment et de la finance : preuves à l'appui, on voit les grosses firmes, les hommes du capital alimenter les caisses noires de la réaction. La récente affaire Watergate montre assez que Nader a raison... En refermant le livre, on ne peut que s'interroger : Et en France ? Qui paie les campagnes de l'U.d.r. et de Pompidou ?

*** René Dumont : l'Utopie ou la mort (Le Seuil).**

Pendant que vous êtes en vacances, d'autres meurent. Le monde ne s'arrête pas. Profitez de votre temps libre pour réfléchir au monde de demain. Il y a urgence.

*** Alain Laurent : Libérer les vacances ? (Le Seuil)**

Des vacances aliénées - aliénantes. Vécues passivement et massivement, elles enferment dans le système en place. Ses clubs de vacances sont-ils un piège mystificateur pour consommateurs sécurisés ?

Ce sont, parallèlement, le secteur du « tourisme social » et la prise de conscience individuelle qui doivent selon l'auteur favoriser et entreprendre la révolution vacancière.

Histoire

*** Claude Manceron : Les vingt ans du Roi (éditions Robert Laffont).**

Une remarquable expérience. Claude Manceron raconte la vie des jeunes gens qui feront ou subiront la Révolution française. De Louis XVI au jeune comte de Mirabeau. C'est le premier tome d'une longue série d'ouvrages. Mais c'est aussi la preuve que, loin des André Castelot, il y a moyen de faire une histoire bien écrite, bien documentée. Et surtout intelligente.

*** Jean-Paul Aron : Le mangeur du XIXe siècle (Robert Laffont).**

Pour lire l'Histoire comme on lit un menu. Avec l'eau à la bouche.

Témoignages

*** Fernande Olivier : Picasso et ses amis (Stock).**

Entrée dans la légende sous le nom de « La belle Fernande », Fernande Olivier fut pour Picasso la compagne de la jeunesse, des débuts, de la pauvreté, de la bohème. Avec pudeur, mais sans complaisance, elle raconte les aventures de la « bande à Picasso » de 1903 à 1914. Les amis sont alors : Max Jacob, Guillaume Apollinaire, le douanier Rousseau, Wlaminck, André Derain, Van Dongen, André Salmon, Henri Matisse, Marie Laurencin, etc. Cette pléïade sera ferment. Le meilleur document sur Picasso jeune.

N.B. — A la suite de ce choix non exhaustif, il convient de rappeler les titres des « Livres de la semaine » dont « l'Unité » a publié des extraits depuis le 1er septembre 1972 :

Jacques Delperrié de Bayac : Histoire du Front populaire (Fayard) ; Colette Chiland : L'enfant de six ans et son avenir (P.u.f.) ; Claude Julien : le suicide des démocraties (Grasset) ; Jean Bunel et Paul Meunier : Chaban-Delmas (Stock) ; Lucien Rioux : Clefs pour le syndicalisme (Seghers) ; Mafalda (Edition spéciale) ; Paul Eluard : Anthologie des écrits sur l'Art (Livre-Club Diderot) ; Marcel Duhamel : Raconte pas ta vie (Mercure de France) ; Jacques Droz : Histoire générale du socialisme (P.u.f.) ; Mikis Théodorakis : Culture et dimensions politiques (Flammarion) ; André Granou : Capitalisme et mode de vie (Editions du Cerf) ; Pierre Dac : Un Français libre à Londres (Editions France-Empire) ; Jean Offredo : Algérie, avec ou sans la France ? (Editions du Cerf) ; Jean-Pierre Dumont : La fin des O.s. (Mercure de France) ; Milojko Drulovic : L'autogestion à l'épreuve (Fayard) ; Robert Buron : Par goût de la vie (Editions du Cerf) ; Yves Durrieu : L'impossible régionalisation capitaliste (éditions Anthropos) ; Casamayor : La police (Gallimard) ; Jean Charlot : Quand la gauche peut gagner (Alain Moreau) ; Robert Badinter : L'exécution (Grasset).

LA NOUVELLE GUERRE DE NIXON



La guerre. Au XIXe siècle, cela aurait pu être une guerre chaude, une vraie guerre. Mais les temps ont changé. En 1973, ce n'est plus qu'une guerre commerciale. Mais une guerre froide. Sur tous les marchés financiers, le dollar chute. Georges Pompidou se dit inquiet, oubliant ses « victoires » des Açores et de Rekjavik. Les Européens se rencontrent, se concertent, Valéry Giscard d'Estaing pense qu'il est irréaliste de s'attendre à des progrès dans la grande explication économique et commerciale de l'automne, le Nixon-Round, si la situation ne s'arrange pas. Mais s'apprête à faire sa valise pour partir à Tokyo.

Pendant ce temps, Richard Nixon ne bouge pas. Les Français voient les prix grimper en flèche, le crédit raccourcir *(voir notre encadré).* Mais les titres des journaux parlent du dollar, des inquiétudes du Président. La désagrégation du système monétaire international se confirme. Et Nixon ne bouge toujours pas. Mieux, malgré les prières — ou les injonctions — des Européens, il ne fera rien. Et Pompidou, dans ses moments d'inquiétude, doit se dire : « Et si de Gaulle avait eu raison ? »

La spéculation monétaire s'enfle. Jouant avec les 80 milliards de dollars de devises « baladeuses », les firmes multinationales — et les autres — jouent une monnaie contre l'autre. La psychose de crise accroît le mouvement. Le 29 juin, l'Allemagne fédérale était obligée de réévaluer sa monnaie de 5,5 %. C'est que les détenteurs de capitaux ne croient plus au dollar. Ils veulent des marks. En quantité telle que la Banque centrale d'Allemagne a du mal à les absorber. Pour dissuader ces spéculateurs, Helmut Schmidt, le ministre allemand des Finances, a dû modifier en hausse la parité du mark. Pour la sixième fois depuis 1958. En quinze ans, le mark a gagné plus de 50 % par rapport au dollar. Pourquoi n'augmenterait-il pas encore ?

Après le mythe du dollar, voici le mythe du deutsch mark. Sans doute, la santé économique de l'Allemagne est excellente. Mais la compétitivité de ses produits n'est pas si large. Avec ses partenaires occidentaux, l'Allemagne enregistre un déficit de sa balance des paiements de l'ordre de 4 milliards de D.m. Elle ne réalise un excédent important qu'avec les pays de l'Est et la Scandinavie. Alors, l'Allemagne ne risque-t-elle pas de jouer prochainement un rôle monétaire identique à celui des Etats-Unis après la dernière guerre ? Le D.m. deviendrait-il la monnaie de réserve ? Personne ne sait. Mais ce qui est sûr, c'est que le dollar est en crise et que, faute de monnaie de réserve, les capitaux vont « au hasard » se fixer tour à tour sur telle ou telle monnaie, compliquant à



Wall Street.

l'extrême le commerce international.

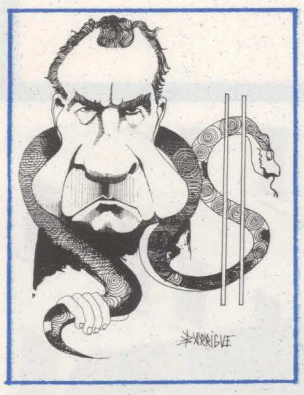
La crise du dollar ne date pas d'hier. Depuis 1967, il a cessé d'être « la » monnaie d'échange. Aujourd'hui, les experts qui, réunis en 1947 à Bretton-Woods, édifièrent un système qui permit au capitalisme de belles années et sanctionna la victoire de l'Amérique, contemplent les ruines de leur édifice avec amertume. Mais ces ruines sont aussi pleines d'enseignement.

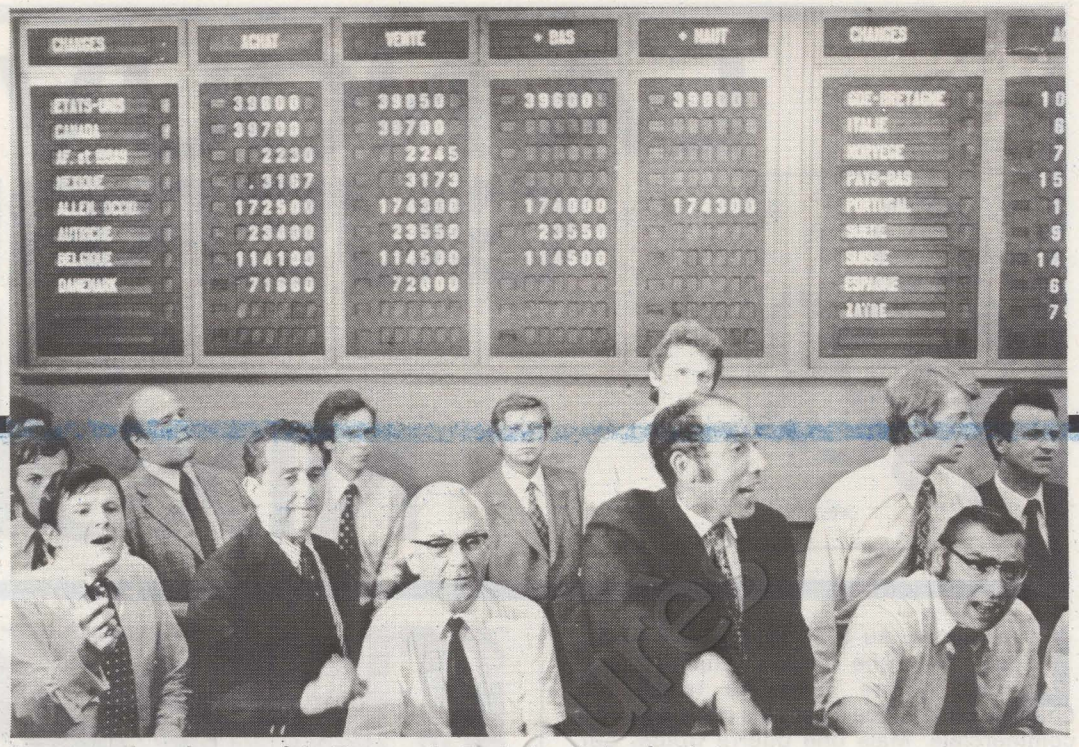
Le rôle de l'or, tout d'abord, a achevé sa mutation : moyen d'ajustement des balances dans l'orthodoxie traditionnelle, l'or s'était vu largement supplanté par le dollar dans cette fonction tant qu'a duré « l'étalon de change-or ». Ce fameux « Gold Exchange Standard » a rendu l'âme lorsque les Américains ont décidé qu'ils ne fourniraient plus d'or aux Banques centrales étrangères qui leur présenteraient des dollars ; puis, lorsque lesdites Banques centrales ont répliqué, assez logiquement, qu'elles ne s'estimaient plus tenues de racheter au cours officiel les dollars qu'on leur présenterait, provoquant ainsi la « flottaison » de la devise américaine.

L'or sort de cette épreuve à la fois renforcé comme symbole de richesse et disqualifié comme étalon monétaire : en deux ans, le pouvoir d'achat de l'once d'or a environ triplé — de 35 dollars cours officiel américain jus-

→

LA NOUVELLE GUERRE DE NIXON





Le cours des changes à la Bourse de Paris lundi dernier.

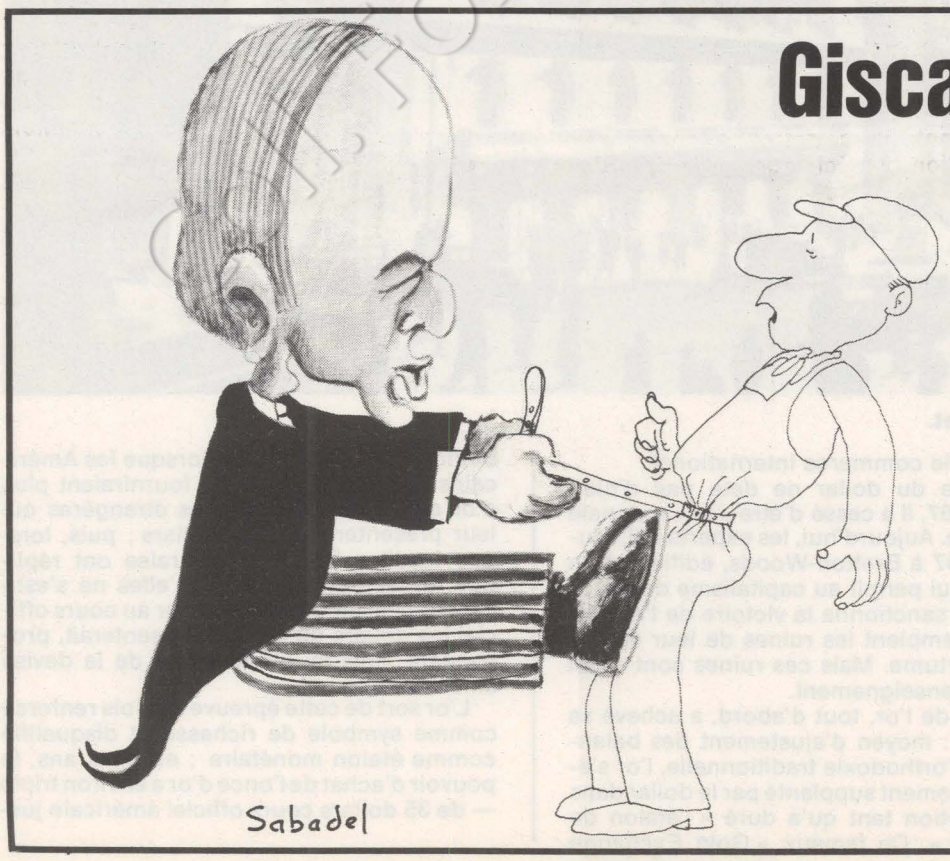
qu'en 1971, à plus de 120 dollars ces derniers temps sur le marché de Londres. L'or a été mis, tel le complet du premier communiant, en réserve au fond du placard. Il est trop beau pour qu'on s'en serve.

Poignée de sable

Les Etats le considèrent désormais comme une sorte de trésor de guerre, de symbole de sécurité, un peu comme les particuliers qui ont thésaurisé du métal jaune, mais n'auraient jamais l'idée de s'en servir pour payer la note du boucher lors d'une fin de mois difficile. Et les pays détenteurs de balances dollar ou sterling ont dans le creux de la main une poignée de sable fin.

Si durant 20 ans le dollar a pu être « la » monnaie mondiale, c'est qu'à la fin de la guerre la puissance économique aux Etats-Unis était telle que le dollar n'avait qu'à refléter cette économie pour ne pas avoir de concurrent et servir de référence à tous. Pendant les années qui suivirent, la hausse des prix du marché intérieur américain fut — économiquement — négligeable. Le dollar pouvait donc rester fixe. Mais les U.s.a. partirent à la conquête du monde. Ils firent fonctionner la planche à billets, « inondant » l'Europe d'euro-dollars, investissant partout, achetant les hommes et les usines. Mais les bénéfices furent réinvestis sur place. Mieux : les firmes multinationales, songeant d'abord à leur intérêt, se mirent à utiliser d'autres monnaies ou à jouer avec elles pour accroître leurs bénéfices. Mieux encore, certaines firmes, comme I.t.t., allèrent jusqu'à contracter des emprunts en francs pour développer leur secteur américain... La balance des paiements américains se trouva ainsi en déficit. Mais les Etats-Unis allaient se montrer trop gourmands. Ils firent payer leurs guerres au reste du monde. Celle du Vietnam en particulier. Pour stimuler l'inflation, rien n'est plus sûr qu'une guerre. Pour fabriquer une bombe, il faut de l'argent. On l'imprime. Puis on fait exploser la bombe. Il ne reste plus rien, car cette explosion ne produit rien. Mais il reste les billets. On a ainsi accru la masse monétaire.

Or, dans le même temps, les pays européens et le Japon accroissaient de façon significative la productivité de « leurs » travailleurs. Leur économie devenait compétitive. Puis leur productivité dépassa celle des U.s.a. La différence des salaires jouant, les produits « étrangers » commencèrent à « envahir » le marché américain. Cette fois-ci, c'était la balance commerciale qui se trouvait en déficit : 6,8 milliards de dollars en 1972. La planche à billets continuant à fonctionner, les prix du marché intérieur montèrent. Les syndicats exigèrent des augmentations. Le règne du dollar était terminé.



Giscard : Un plan pour rien

Un nouveau plan Giscard d'Estaing a été rendu public la semaine dernière. Pour lutter contre la hausse des prix, une fois de plus. Mais rien n'y fera : ni les restrictions de crédit, ni le contrôle des salaires, ni les relèvements de l'impôt direct. Les prix français continueront à grimper au rythme de 8 % l'an. Les « mesures Giscard » ne s'attaquent pas aux vraies causes de l'inflation : la hausse des matières premières et surtout la crise monétaire, c'est-à-dire l'envolée du mark et la faiblesse du dollar.

Une première série de mesures avait été prise en décembre 1972. Notamment la réduction du taux de la taxe à la valeur ajoutée (T.v.a.). Ce qui s'est traduit par une modération relative de la hausse des prix au cours du premier trimestre 1973 : + 0,8 % contre près de 2 % dans la plupart des pays occidentaux. Mais, aujourd'hui, l'effet de cette mesure purement technique est épuisé. La hausse des prix est repartie : + 0,7 % en avril et + 0,9 % en mai.

Du coup, le ministre des Finances se sent obligé de réagir. La croissance annuelle des crédits est ramenée de 15 à 14 % pour la fin septembre. Le taux d'escompte de



Mais, pour l'homme de la rue américain, rien n'a changé. Le dollar reste toujours « la » monnaie, la machine économique fonctionne, le chômage est normal. Pour lui, la crise n'existe pas. Bien sûr, il se désintéresse peu à peu des actions, préférant investir dans l'immobilier ou consommer, la création d'un système de sécurité sociale lui ayant ôté une bonne part de sa peur en l'avenir. Que les Européens s'inquiètent lui importe peu.

L'indifférent

Quant à Nixon, il ne peut ni ne veut bouger. Il ne le peut pas, pour des raisons sans aucun rapport avec les problèmes économiques. L'affaire du Watergate a décapité son équipe. Le fameux « gouvernement noir » — la vieille équipe qui l'entourait — n'existe plus. Seul, Nixon a autre chose à faire que de se préoccuper des angoisses des gouvernements européens. Mais surtout, il ne le veut pas, car

la Banque de France se hisse à 8,5 %. L'objectif est de raréfier le crédit pour diminuer le volume de la masse monétaire.

Cela ne suffira pas. Les matières premières vont continuer à grimper. Selon l'indice quotidien Reuter publié à Londres, la hausse moyenne est de 64% depuis dix-huit mois. Presque toutes les matières premières sont touchées. La laine : + 220%, depuis janvier 1972. Le blé : + 85%. Le cuivre : + 50%. L'augmentation du prix des matières premières a rarement connu une telle flambée (sauf peut-être au moment de la guerre de Corée). Elle est provoquée par une pénurie relative mais aussi par l'expansion très rapide de la production industrielle dans les grands pays du monde.

Giscard d'Estaing ne pense pas que le dollar chutera encore. C'est une des raisons — mais pas la seule — qui l'a « empêché » de prendre des mesures très strictes pour lutter contre l'inflation.

Sans doute vaut-il mieux opérer « à froid ». Mais, de toute façon, il faudra intervenir de manière plus sévère pour enrayer la hausse des prix en France. Et des mesures anti-inflation, cela fait toujours très mal.

Et toujours aux mêmes.

C.V.



De l'or en lingots.

il est engagé dans une partie qui — à ses yeux — présente plus d'intérêt que la cotation du dollar : la conquête des marchés soviétique et chinois, qui ont une tout autre importance que le marché européen. Et, pour ces marchés, l'unité monétaire a peu d'importance. Ce peut être l'or. Ou simplement le troc. Pendant que se joue cette partie, voir le dollar baisser c'est à la fois rendre plus difficile les ventes de produits étrangers aux U.s.a. et plus faciles la vente de produits américains à l'étranger. C'est-à-dire assurer dans de bonnes conditions le fonctionnement et le développement de l'industrie américaine, en attendant que les marchés soviétique et chinois soient ouverts.

Les choses sont claires maintenant : Nixon montre une superbe indifférence au sort du dollar et sa politique anti-inflationniste sera bientôt plus laxiste que celle du Brésil. La santé de l'économie américaine est l'objectif prioritaire, pour ne pas dire exclusif.

L'or trop précieux pour servir, les monnaies de réserves trop fondantes pour remplir leur rôle, le système monétaire n'a plus de support. Il n'a plus davantage — corollaire normal — de règle du jeu, puisque les parités de plusieurs monnaies parmi les plus importantes sont désormais flottantes.

Pourtant, la catastrophe annoncée — contraction des échanges, guerre tarifaire, crise générale modèle 1929 — tarde à venir. L'effondrement du capitalisme mondial, prophétisé à la fois par les libéraux orthodoxes comme sanction des extravagances néo-keynésiennes et par les économistes marxistes comme sanction des contradictions de l'impérialisme, ne se produit pas. Pourquoi ? Sans doute à cause de l'efficacité de méthodes empiriques dans le court terme.

Quoi de plus empirique que la garantie de change du Trésor, par exemple, qui assure à l'exportateur français vers la zone dollar qu'il recevra bien la quantité de francs prévue au contrat libellé en dollars, quelle que soit l'évolution de la parité flottante entre le contrat et le paiement ? Quoi de plus empirique que les droits de tirage spéciaux qui tendent à supplanter le dollar, devenu inconvertible, dans les réserves officielles de change des Etats ?

Bien entendu, l'efficacité, au moins provisoire, des bricolages techniques vient aussi des limitations mises à leur rôle : la préservation de parités fixes ou quasi fixes entre monnaies de la Communauté européenne permet à un pays comme la France de faire l'essentiel de ses transactions sur des bases monétaires solides et de limiter ainsi les risques inhérents au désordre monétaire.

A moyen terme aussi, l'empirisme devrait prévaloir. Valables ou pas, des conceptions du genre de celles de Pierre Rueff — réévaluation de l'or devenant le seul support des réserves, retour à la convertibilité du dollar et aux parités fixes, « plan Marshall à l'envers » pour aider les Etats-Unis à redevenir un partenaire monétaire sérieux et responsable — ont peu de chances d'être retenues.

Le lexique d'une crise

● Balance commerciale : c'est le solde des échanges commerciaux d'un pays. C'est-à-dire le rapport entre ses importations et ses exportations.

● Balance des paiements : c'est le solde des échanges financiers. C'est-à-dire le rapport entre les entrées et les sorties des capitaux dans un pays.

● Eurodollars : emprunt libellé en dollars que fait une société auprès du marché financier européen. Il existe aussi des asiadollars, qui fonctionnent sur le même principe en Asie.

● Monnaie flottante : c'est une monnaie qui n'a pas de parité fixe et qui flotte au gré du marché, en fonction de la loi de l'offre et de la demande.

La politique Nixon s'embarrasse peu de doctrines et compte surtout sur les rapports de forces pour rétablir, sans ralentir l'économie américaine ni renoncer aux fastes de la « république impériale », l'équilibre de la balance commerciale par des moyens tarifaires. En faisant supporter aux pays qui en bénéficient le coût du « parapluie atomique », l'administration américaine entame un chantage qui peut se révéler efficace. En développant leurs relations économiques avec l'U.r.s.s., à la recherche d'un niveau de vie et d'une technologie de type occidental, les Etats-Unis pourraient réussir un beau tiercé :

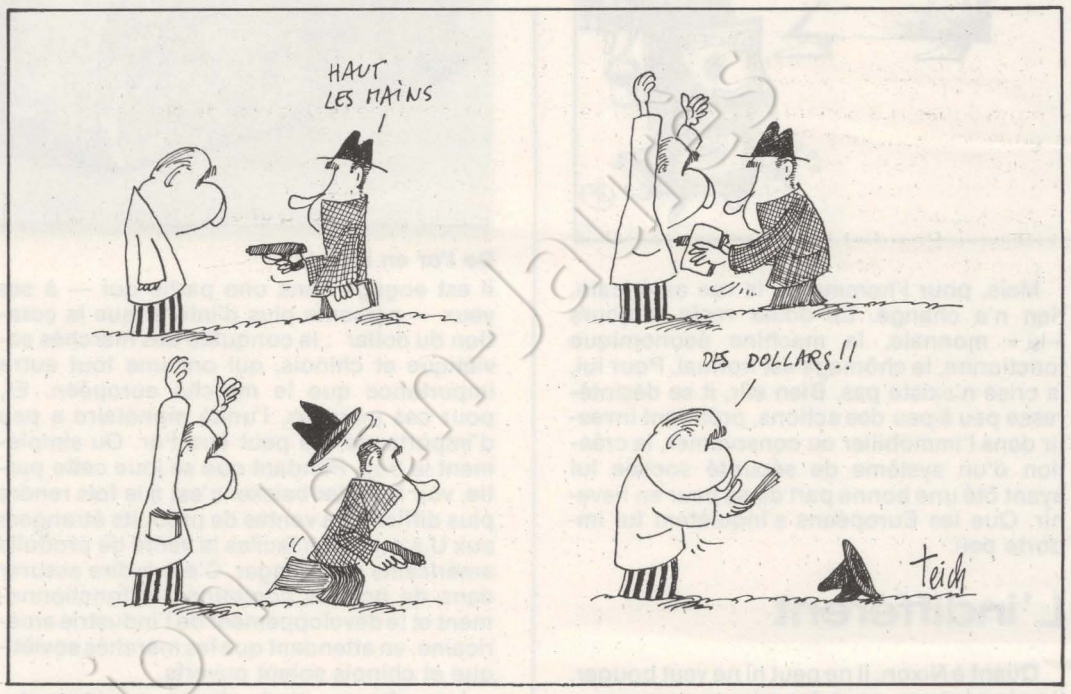
— stimulation des exportations ;

— amélioration du stock d'or de Fort-Knox par des transferts d'un métal que l'U.r.s.s. possède en abondance ;

→



LA NOUVELLE GUERRE DE NIXON



→

— réduction des dépenses militaires par l'atténuation de la tension internationale.

Les Européens et le Japon risquent de faire les frais de cette politique. A plusieurs titres : en se pliant aux exigences américaines, ils appauvriront le dynamisme de leurs industries exportatrices et supporteront le coût d'une défense dont ils ne maîtrisent ni les objectifs ni les moyens. En faisant la mauvaise tête et en refusant de se laisser enfermer dans la dialectique américaine, ils prolongeront la faiblesse du dollar et subiront les conséquences de sa dévaluation — à la fois sauvage et permanente — courant, en outre, le risque de n'être plus expressément protégés militairement. Quant aux pays du Tiers Monde, inutile d'en parler. A aucun moment leurs problèmes ne sont pris en considération, mais ils font pour l'essentiel les frais de l'opération. A l'exception, toutefois, des pays producteurs de pétrole, qui ont, pour quelques années encore, des moyens de pression.

Face à ce nouveau défi américain, que pourrait être la riposte des Européens ? Et là, il faut écrire au conditionnel. Car aujourd'hui l'Europe ne se défend pas. C'est tout juste si elle « bricole », espérant encore dans le bon vouloir des Américains.

D'abord, serrer les rangs, ne pas laisser s'instaurer dans les relations intra-européennes le désordre monétaire qui prévaut ailleurs. Déjà, dans divers secteurs de l'opinion européenne, certains proposent de passer à l'offensive et de rééditer — en les inversant — les méthodes de Nixon en 1971 : appliquer aux produits américains une surtaxe progressive correspondante à la baisse du dollar.

Le retour de la livre et de la lire au bercail des parités fixes, la réduction des marges de fluctuations autorisées, la mise en commun des réserves, bref, la création d'une solidarité débouchant sur une unité monétaire, sont non seulement dans la dynamique du Traité de Rome, mais encore constituent la seule riposte au risque de désintégration que recèle la situation présente.

La marche vers l'unité monétaire est un acte politique que la présence simultanée des socialistes dans plusieurs gouvernements nationaux — Allemagne, Italie, Belgique ; demain, Grande-Bretagne et France ? — pourrait un jour faciliter. A un stade plus avancé du processus, le problème de la défense sera posé. L'Europe doit se donner les moyens d'une diplomatie et d'une défense qui ne soient pas à la remorque du système atlantique. Qu'elle suive la voie de la neutralité armée de type suédois ou celle d'une démilitarisation simultanée de l'Occident et des pays du glacis, l'Europe prendra bien conscience qu'il est anormal, trente ans après la fin de la guerre et dans le climat actuel de détente internationale, de confier à d'autres le soin de sa défense.

Quant aux balances dollar accumulées, il y a mieux à faire que de les passer par profits et pertes devant l'insolvabilité des Etats-Unis. Elles peuvent alimenter un fort courant d'investissements aux Etats-Unis qui symboliserait la puissance retrouvée de l'Europe, lui assurerait pour d'éventuels mauvais jours des actifs à l'étranger et aiderait à rétablir la balance des paiements américains. Tel n'a guère été le cas jusqu'ici, pour deux raisons : les réserves de dollars sont détenues par les Banques centrales, qui n'ont aucune vocation à investir elles-mêmes ; et les entreprises européennes sont trop timorées et complexées pour investir aux Etats-Unis, alors que l'Europe les gave de substantiels profits. Bien sûr, les Américains n'aideront pas les Européens à investir chez eux. La xénophobie latente, les intérêts des grandes sociétés, les règlementations écologiques jouent déjà et joueront plus fortement contre toute tentative sérieuse d'investissement rentable. Mais ne serait-il pas amusant de voir les Européens « coloniser » les Etats-Unis ? Ou alors — en rêvant, tout est possible — penser aux pays sous-développés.

Les choses pourraient changer si les pays européens utilisaient pour investir le canal d'un secteur sous contrôle d'Etat, du type de l'I.r.i. italien ou de telle entreprise publique européenne à créer ; ou encore si les indemnités dues à la suite d'éventuelles nationalisations étaient versées en dollars à des groupes financiers, à charge pour eux d'investir à l'étranger et de rendre compte en permanence du sort de ces investissements.

Mais ces considérations de caractère financier ne doivent pas masquer le problème de base posé par le déficit de la balance commerciale américaine.

L'Amérique importe beaucoup de produits industriels (transistors japonais, voitures allemandes) et exporte peu et surtout mal (beaucoup de matières premières) parce que les productivités comparées n'évoluent pas en sa faveur. Ses taux de croissance sont en effet de moitié, parfois du tiers, inférieurs aux taux de croissance européens et japonais. En rééquilibrant, de gré ou de force, ses échanges, en imposant aux autres de lourdes charges militaires, elle vise, entre autres objectifs, à rapprocher ses taux de croissance de ceux de l'Europe et du Japon. En un mot, à conserver la première place en faisant payer au reste du monde le coût de cet effort.

Cette volonté bien arrêtée, au service de laquelle se trouve un considérable pouvoir de contrainte — guerre commerciale, chantage militaire — signifie que les pays européens ne peuvent pas espérer alimenter leur croissance par une forte expansion commerciale vers les Etats-Unis. D'où l'idée de réaliser en Europe une croissance « autocentrée » par le développement des services, des équipements collectifs et l'amélioration de la qualité de la vie — par contraste avec un type de croissance « à la japonaise » fondé sur la fabrication massive et l'exportation forcenée de gadgets.

Ainsi, la crise monétaire, malgré ses aspects dangereux et négatifs, apparaît-elle comme une raison supplémentaire de proposer des objectifs majeurs qui ne pourront pas être atteints par le gouvernement actuel :

— la fin de l'hégémonie du dollar et de la dépendance militaire.

— la construction de l'Europe.

— la définition d'un nouveau modèle de croissance.

FELIX TOUSSAINT

Il ne faut pas aller à Tokyo

(suite de la page 24)

Quoi qu'il en soit, toute mesure nouvelle, supposée de sauvegarde, qui au lieu d'aller au fond des choses, prolongera les équivoques, ne servira qu'à renforcer le gouvernement des Etats-Unis dans ses desseins. Parmi les remèdes d'occasion qui sont connus de nous la réactivation des accords de Swap entre le Federal Reserve Board et les Banques centrales européennes aidera sans nul doute les Américains à soutenir leurs devises. Mais le veulent-ils ? Nous revenons ainsi inlassablement à la volonté politique inspiratrice des techniques. Quelle est la volonté de Nixon ? On la devine. Quelle est la nôtre ? Elle n'apparaît pas.

Je ne voudrais pas résumer en une formule et par un acte seulement négatif la première attitude à prendre. Mais je vous l'écris sans autre clause de style : il ne faut pas aller à Tokyo. Votre ministre de l'Economie et des Finances a annoncé que la France se réservait de dire ce qu'elle avait à dire dès l'ouverture du Nixon Round. Ne sera-ce pas trop tard ? Mieux vaut faire savoir aux Etats-Unis notre refus de participer à une négociation privée d'objet pour ce qui nous concerne. Ce serait parler clairement à tous et d'abord à ce grand peuple américain qui, au-delà de ses dirigeants et souvent malgré eux, demeure sensible à la signification de sa haute mission historique. L'heure est venue également de se retourner vers nos partenaires de la Communauté pour qu'ils se concertent et de rendre à la France la vertu qui fut plusieurs fois la sienne depuis vingt-cinq ans : celle d'imaginer, de proposer et d'inspirer les énergies.

Telles sont, Monsieur le Premier ministre, les réflexions que je me permets de vous soumettre dans l'attente du débat que vous devez à la représentation nationale. Je souhaite qu'elles soient comprises comme la contribution d'un citoyen parmi d'autres à la défense de notre peuple aujourd'hui menacé de l'extérieur par une redoutable coalition d'intérêts publics et privés.

Le gouvernement n'a pas à redouter la clarté, cette forme du courage que nul ne vous conteste — mais la plus difficile.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma haute considération.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F*	☐
normal d'un an à	*90 F*	☐
de soutien à	*100 F*	☐
de soutien à	*150 F*	☐
de soutien à	*200 F*	☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

l'unité

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet.

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10 rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt.

Lettre à Monsieur le Premier ministre

Il ne faut pas aller à Tokyo

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Monsieur le Premier ministre

« Je dépose aujourd'hui une question écrite sur le Bureau de l'Assemblée nationale pour demander que le Parlement soit informé en session extraordinaire du développement de la crise monétaire et puisse, à la fois, connaître directement la position du gouvernement et entendre l'opinion des représentants du peuple. Je crois cependant utile, en vous priant de m'excuser pour cette procédure inhabituelle, de vous adresser cette lettre dont l'objet est d'insister auprès de vous pour que vous vouliez bien hâter l'heure d'une explication dont vous percevez certainement la nécessité.

Au cours de la dernière session parlementaire, j'ai, à deux reprises, exprimé à votre gouvernement les inquiétudes qu'inspiraient au groupe socialiste et des radicaux de gauche et l'offensive américaine contre l'ensemble du dispositif monétaire et commercial de la Communauté économique européenne et l'incapacité de celle-ci à organiser sa défense. Lors du débat économique, M. Giscard d'Estaing s'est borné à me répondre qu'en me préoccupant essentiellement du Nixon Round je sortais du sujet convenu et a parlé de croissance, d'expansion, de commerce extérieur, de prix et d'emploi comme si les perspectives françaises n'étaient pas, en ces domaines, strictement dépendantes de la conjoncture internationale. M. Jobert, en donnant au débat de politique étrangère un autre ton et un autre tour, a montré qu'il considérait avec le plus grand sérieux la situation créée par la détermination du gouvernement des Etats-Unis d'imposer à la négociation commerciale de Tokyo le diktat de ses intérêts nationaux et impériaux. Mais, soit qu'il eût besoin d'éléments complémentaires d'appréciation, soit qu'il cédât aux tentations habituelles de la diplomatie, qui perd souvent de vue le sens des priorités, le ministre des Affaires étrangères a exposé à l'Assemblée nationale les moyens tactiques de la France dans le concert préétabli des relations occidentales sans aller au-delà ni esquisser les thèmes stratégiques hors desquels il serait vain d'espérer un renversement décisif de la tendance actuelle.

Votre déclaration d'hier devant l'Association de la presse économique et financière ne m'a pas éclairé davantage ou, pour être plus précis, m'a confirmé dans l'impression que le gouvernement n'avait pas encore pris la mesure de l'événement, à moins qu'il n'eût décidé de taire ce qu'il en pense. « La vraie question, avez-vous dit, est de savoir jusqu'où les Américains décideront de laisser aller les choses ». Or, Monsieur le Premier Ministre, la réponse à cette question est connue depuis le jour de 1971 où M. Nixon a décidé de rompre unilatéralement l'accord sur lequel reposait l'équilibre mondial. On sait, tout le monde sait, jusqu'où les Américains décideront de laisser aller les choses. Ils ont déjà dévalué deux fois. Croyez-vous que la stabilisation du dollar de lundi sur les places européennes à des cours voisins de ceux de vendredi dernier soit de nature très différente d'une troisième dévaluation, de fait cette fois-ci ? On sait, tout le monde sait, que les Etats-Unis ne reviendront pas à la convertibilité qui livrerait leurs réserves à une immédiate et formidable demande. Tout le monde sait qu'ils n'ont pas l'intention de renoncer à la politique d'investissements extérieurs qui est l'une des causes des difficultés présentes, que pour rétablir leur balance des paiements il leur faut auparavant rétablir leur balance commerciale et que pour rétablir leur balance commerciale rien n'est plus commode que d'entretenir la faiblesse du dollar. A quoi bon implorer le gouvernement des Etats-Unis pour qu'il soutienne sa propre monnaie ? S'il ne le fait pas c'est de propos délibéré et non par hasard, par négligence ou par impuissance. Il estime sans doute plus opportun et plus urgent de provoquer le déséquilibre constant des monnaies concurrentes, en particulier celles du Marché commun et, à la veille du Nixon Round, de profiter de l'absence de règle internationale pour avancer ses pions sur un échiquier dont il ordonne lui-même le jeu. Cela lui permet de conquérir des marchés tout en restituant ses chances à sa production intérieure. Ainsi une monnaie faible est-elle un moyen comme un autre d'instaurer le protectionnisme. Attendre des Etats-Unis qu'ils acceptent des parités fixes, fussent-elles flexibles, avant la fin de la bataille commerciale qu'ils ont engagée, est du domaine du rêve ou de l'aveuglement. La seule limite qu'on puisse imaginer pour qu'ils arrêtent l'hémorragie réside dans l'idée qu'ils se feront du danger qui, par l'augmentation des prix et par les problèmes posés à l'importation du pétrole et des matières premières, menacera leur économie interne. Mais on voit du même coup le risque qu'encourent les pays du Marché commun (déjà peu solidaires si l'on en juge par le flottement autonome de la livre et de la lire) s'ils doivent compter sur une plus grande aptitude de leur économie à résister aux chocs que n'en fera preuve l'économie américaine.

Vous avez déclaré aux journalistes que « si la crise monétaire s'aggrave les risques pour l'économie française ne sont pas négligeables ». La pudeur de la litote ne dissimulera pas longtemps aux Français qu'il n'y a pas de si, que la crise s'aggrave, que l'économie française en souffrira et que le gouvernement a pour devoir de réagir autrement qu'en souhaitant que les Américains veuillent bien « ne pas laisser aller les choses ». Il serait imprudent de se contenter de l'opinion de M. l'Ambassadeur des Etats-Unis à Paris, selon lequel la dévaluation du dollar est désormais suffisante pour assurer le redressement de la balance américaine des paiements. Le porte-parole du Trésor américain à Bâle, à l'issue de la rencontre des gouverneurs des Banques centrales, a traduit avec plus d'exactitude un certain état d'esprit : « Aucune mesure, a confié cette haute personnalité, n'est imminente ni même envisagée qui représente un changement de notre attitude. »

Monsieur le Premier ministre, en dépit des choix qui nous opposent sur de nombreux terrains, je suis convaincu qu'il n'est ni dans votre caractère ni dans la conception que vous avez du rôle de la France d'en rester là. Mais le gouvernement n'a pas apprécié comme il convient l'ampleur d'un enjeu dont dépend notre avenir. La réussite commerciale de l'Europe du Marché commun est aussi évidente que certain son échec sur le plan monétaire, échec lui-même lié à l'absence d'une réelle volonté politique. Pour combattre cette réussite commerciale il est logique que les Etats-Unis d'Amérique accentuent leur pression sur le point de rupture qui a déjà cédé, je veux dire l'Europe monétaire. Si l'on constate qu'au surplus les chiens sont lâchés du capitalisme multinational sur tout ce qui est à sa portée, fût-ce au prix de la spéculation, du chômage et de la misère, devant cette montée, cette conjugaison de périls, comment ne pas s'inquiéter de la passivité, apparente je l'espère, de nos pouvoirs publics ? C'est de l'indépendance nationale qu'il s'agit et aussi de la survie de la Communauté à laquelle nous avons librement souscrit. Il est clair que les Etats-Unis abordent le Nixon Round dans l'intention de casser le Marché commun en commençant par le Marché commun agricole. Peut-être rencontreront-ils à ce propos l'assentiment de quelques-uns de nos partenaires européens peu désireux de voir se perpétuer un système qu'ils jugent eux-mêmes inadéquat.

(suite en page 23)